

adf

AFRICA DEFENSE FORUM

COLLABORATION CONTINENTALE

Les pays créent de nouvelles alliances
pour faire face aux défis communs

PLUS

Une conversation avec le lieutenant-général John M. Omenda,
vice-chef des Forces de défense du Kenya

VISITEZ-NOUS SUR ADF-MAGAZINE.COM

articles

- 8 Le développement d'un modèle africain pour la paix**
Les opérations de paix conduites par les Africains comblent une lacune pour adresser des menaces de sécurité parmi les plus difficiles, mais elles font face à un avenir incertain
- 14 Responsables envers ceux qu'ils servent**
Améliorer la performance des soldats en renforçant les mécanismes de surveillance
- 20 « Les hommes pourront toujours voler »**
Une conversation avec le lieutenant-général John M. Omenda, vice-chef des Forces de défense du Kenya
- 24 Une influence à l'échelle industrielle**
L'éducation militaire professionnelle en Afrique est seulement un élément de la machine chinoise visant à bâtir un nouvel ordre global
- 32 La maîtrise d'un nouvel outil**
Les avancées de l'IA changeront la dynamique des conflits sur les champs de bataille et ailleurs
- 38 Les missions de maintien de la paix de l'ONU affrontent de nouvelles épreuves**
Les détracteurs déclarent que les missions futures devront s'adapter pour offrir de meilleurs résultats aux pays hôtes
- 44 L'énigme de l'autodéfense**
Les gouvernements utilisent des civils armés pour combattre les rebelles et les extrémistes mais cette tactique s'accompagne d'une série de défis
- 50 Le modèle ivoirien pour riposter à l'extrémisme violent**
Le pays met en œuvre des réponses militaires, sécuritaires et sociales efficaces contre le terrorisme



rubriques

- 4 Point de vue
- 5 Perspective africaine
- 6 L'Afrique aujourd'hui
- 30 Battement du cœur de l'Afrique
- 56 Outillage de la profession
- 58 Force future
- 60 Défense et sécurité
- 62 Maintien de la paix
- 64 Se donner la main
- 66 Image du passé
- 67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne**

Veillez nous rendre visite sur
adf-magazine.com

30



SUR LA COUVERTURE

Des images provenant des opérations de soutien à la paix et des événements militaires montrent l'évolution de la conception d'une sécurité partagée sur le continent.

REUTERS ET ATMIS

Selon un proverbe swahili, « si un serpent mord ton voisin, tu es toi aussi en danger ». Son sens est clair : une communauté est sécurisée si tout le monde est protégé. C'est aussi vrai pour un village que pour un continent.

Dans le secteur de la défense, ce concept s'appelle la « sécurité partagée » et son importance est trop souvent illustrée. Lorsqu'un pays est en proie au chaos, il devient un havre pour les extrémistes qui lancent des attaques vers l'extérieur. Lorsque les criminels découvrent des espaces non gouvernés, ils les exploitent et déstabilisent la région. Lorsqu'une guerre civile brise la paix, elle envoie des réfugiés qui franchissent les frontières pour s'enfuir.

Tout cela démontre que les pays ne peuvent pas rester isolés des problèmes autour d'eux.

Les professionnels africains de la sécurité, qui comprennent cela, n'hésitent pas à intervenir pour aider les autres. Lorsqu'ils participent aux missions sous l'égide de l'Union africaine, des Nations unies, des communautés économiques régionales ou des coalitions ponctuelles, ils sont parmi les gardiens de la paix les plus expérimentés du monde. Onze pays parmi les vingt plus grands contributeurs de soldats aux missions de l'ONU sont situés en Afrique.

Mais l'avenir de ces missions est incertain. L'ONU a fait face à une forte résistance à ses missions en République démocratique du Congo et au Mali. Les deux missions ont annoncé leur retrait. L'UA a un manque de financement continu. La logistique, notamment la capacité de transport aérien pour amener le personnel et le matériel en position et soutenir les soldats sur le terrain, est toujours limitée. Finalement, un défi existe pour bâtir une paix durable. Bien que les missions conduites par les Africains aient enregistré des succès dans les objectifs militaires tels que la contre-insurrection, la capacité de soutien d'un processus de paix ou d'une réconciliation nationale s'est avérée plus difficile.

Les responsables africains ont maintenant l'opportunité de tirer profit des leçons apprises dans les missions antérieures et de la profonde expérience des gardiens de la paix. Les pays ont démontré une capacité pour former rapidement des coalitions afin d'intervenir en présence de menaces allant de la violence électorale aux épidémies. Cette adaptabilité et rapidité pourraient être le meilleur atout des interventions de sécurité conduites par les Africains. Les modèles futurs de maintien de la paix seront particulièrement adaptés aux défis de sécurité africains.

En investissant dans les procédures de formation et de renforcement du maintien de la paix qui permettent des interventions rapides, les missions conduites par les Africains peuvent restaurer la paix de façon plus efficace. En priorisant le dialogue et traitant des causes sous-jacentes d'instabilité, les nations africaines peuvent s'assurer que la paix perdure et le continent prospère.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Les soldats des Forces de défense du Kenya se préparent à monter à bord d'un avion après avoir participé à la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est en République démocratique du Congo. REUTERS



Sécurité partagée

Volume 17, 2ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

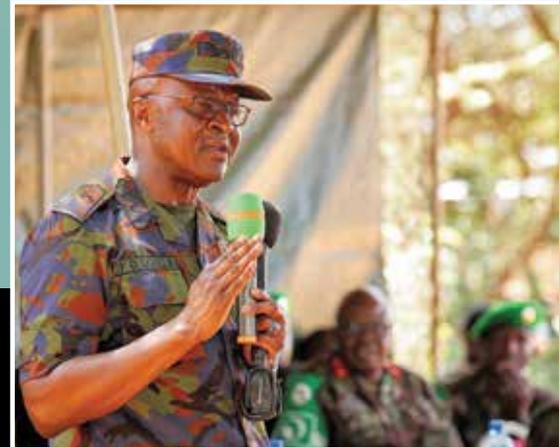
Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

« Une Force, Une Mission »



Le lieutenant-général Francis Omondi Ogolla a été nommé chef d'état-major des Forces de défense du Kenya (KDF) en avril 2023. Il a donné une allocution le 14 octobre 2023 lors d'un événement à la garnison Embakasi de Nairobi pour commémorer la Journée des KDF. Le thème était : « Une Force, Une Mission : améliorer la sécurité nationale et régionale ». Ses remarques ont été modifiées pour des raisons de longueur et de clarté.



Le lieutenant-général Ogolla est décédé dans un accident d'hélicoptère le 18 avril 2024, à 400 km au Nord-Ouest de Nairobi. Le président a déclaré trois journées de deuil national, alors que le général Ogolla était commémoré pour ses 40 ans de service à son pays en tant que pilote de chasse, commandant de l'Armée de l'air kényane, vice-chef d'état-major et chef d'état-major des KDF.



Chaque année, cette journée sert de testament de l'esprit indomptable de nos soldats, aviateurs et

marins. Notre célébration de la Journée des KDF n'est pas une tradition récente. Elle a une signification profonde dans notre souvenir national. Les graines de cette commémoration ont été semées en octobre 2011 lorsque nos soldats ont lancé courageusement l'opération Linda Nchi [une intervention militaire en Somalie].

La Journée des KDF a été établie en octobre 2012 et elle est observée annuellement depuis cette date. Elle nous rappelle la fortitude et l'engagement de nos forces de défense et leur poursuite acharnée de la paix et la sécurité pour notre nation bien-aimée.

Face à l'adversité, la force réelle d'une nation émerge non pas à cause de son armement ou de sa prouesse stratégique, mais à cause de son unité et sans sens partagé du devoir. Il y a un peu plus d'un an, cette unité a été mise à l'épreuve et nous avons confronté le spectre émergent qui tendait ses bras vers notre patrie : les chebabs.

Comprenant la gravité de cette menace, les trois piliers de nos forces de défense (armée de terre, armée de l'air et marine) ont convergé, chacun contribuant ses qualités uniques mais tous unis dans la même mission. Ce synergisme harmonieux était emblématique de notre devise directrice : une force, une mission.

L'objectif était clair : neutraliser la menace des chebabs et assurer la sécurité de notre patrie. Toutefois, les guerres ne sont jamais simples, et celle-ci ne l'était pas non plus. Le périple a été difficile et marqué par des défis. Notre planification méticuleuse s'est heurtée à l'imprévisibilité, notre détermination à la résistance. Mais dans chaque défi, nous trouvons une opportunité ; dans chaque revers, une leçon ; et dans chaque victoire, un espoir renouvelé.

Alors que nous naviguons ce panorama complexe de géopolitique mondiale et de paysage sécuritaire constamment en évolution, notre engagement reste inébranlable. Nous évoluons, nous nous adaptions, mais notre objectif central reste inchangé. Nos yeux et nos oreilles scrutent sans cesse les horizons pour assurer que nos stratégies et nos capacités ne soient pas seulement réactives, mais proactives face à tout défi affectant notre souveraineté nationale.

Dans une ère où le brouillard de la guerre devient de plus en plus complexe et le théâtre de conflit devient plus délicat, le fondement de notre service militaire estimé reste son engagement envers le professionnalisme et la conduite éthique. Dans leur poursuite de la sécurité nationale et de la paix, les Forces de défense du Kenya tiennent ces principes dans la plus grande estime.

Dans cet engagement professionnel et éthique se retrouve une fondation sous-jacente de dévouement : dévouement envers la patrie, dévouement envers les

Le lieutenant-général Francis Ogolla a rendu visite aux troupes des Forces de défense du Kenya qui sont affectées à la mission de transition de l'Union africaine en Somalie, à Kismaayo, en décembre 2023.

FORCES DE DÉFENSE DU KENYA

idéaux que nous soutenons et dévouement envers la confiance sacrée qui nous est confiée par le peuple du Kenya.

Dans tous les dossiers de l'histoire, le succès de toute institution, particulièrement une force de défense, n'est pas obtenu dans l'isolement. C'est un esprit collaboratif et un soutien inconditionnel de son leadership qui pousse une organisation vers la réalisation de ses objectifs. Aujourd'hui, je me présente devant vous non seulement en tant que représentant des KDF mais comme témoignage de l'immense soutien et confiance que nous avons reçus.

Envers cela, membres dévoués de notre gouvernement national, notre sincère gratitude est illimitée. Votre foi résolue dans nos capacités, votre soutien continu et votre engagement envers notre vision partagée ont été la force motrice de chaque manœuvre, stratégie et victoire.

Dans un monde plein de complexités, lorsque les défis évoluent chaque jour, notre engagement reste inébranlable et unique. Les Forces de défense du Kenya, liées par le devoir, l'honneur et l'amour de la patrie, continueront à se dresser comme une forteresse sans brèche, unies dans la diversité, dédiées à notre but.



LE BOTSWANA ouvre un laboratoire judiciaire pour combattre les crimes liés à la faune sauvage

PERSONNEL D'ADF

Un laboratoire judiciaire dans le Nord du Botswana jouera un rôle vital pour perturber le commerce illégal de la faune sauvage, selon ses défenseurs.

« Le laboratoire judiciaire investiguera scientifiquement et engagera des poursuites contre les crimes de trafic de faune sauvage grâce à un soutien inter-agences dans l'application des lois ; ceci nécessitera la collecte, le stockage et l'analyse des preuves », a déclaré le président Mokgweetsi Masisi.

Le laboratoire est soutenu par une subvention de 2,7 millions de dollars de la part du Bureau international des stupéfiants et des affaires d'application de la loi, une agence du département d'État des États-Unis. Les chercheurs du laboratoire judiciaire de faune sauvage de Kasane travailleront avec les experts en faune sauvage de l'université américaine de Virginia Tech et du Centre pour les ressources africaines, les animaux, les communautés et l'utilisation de la terre (CARACAL) basé au parc national voisin de Chobe.

« Le Botswana devient un havre pour la faune sauvage, et donc une cible des trafiquants », déclare Kathleen Alexander, la fondatrice de CARACAL, à ADF. Vétérinaire de la faune sauvage et professeure à Virginia Tech, elle a passé plus de trente ans à travailler avec le Botswana pour protéger sa faune sauvage.

Le laboratoire de Kasane aidera le Botswana et ses voisins à poursuivre en justice les criminels de la faune sauvage, déclare la professeure Alexander. « Il est important de

développer des mesures plus rapides et plus efficaces pour contrer le trafic de la faune sauvage. »

Le trafic de la faune sauvage prospère en présence de corruption, de flux financiers illicites et de blanchiment d'argent, facteurs qui en ont fait un marché majeur pour les organisations criminelles d'Asie et d'ailleurs. Les matières illicites sont souvent empaquetées avec des chargements légitimes pour être passées en contrebande par voie maritime vers l'Asie.

Il est aussi crucial que les investigations des crimes de faune sauvage considèrent l'aspect organisé des crimes, selon la Commission de la justice pour la faune sauvage.

« L'analyse des renseignements est un outil essentiel à cet égard, écrivent les chercheurs de la commission dans un rapport. Le crime de faune sauvage est une activité criminelle croisée qui ne peut pas être affrontée indépendamment des autres crimes. »

Le succès de la lutte contre le crime de faune sauvage exige la coopération internationale, déclare le président Masisi. Le labo de Kasane met facilement les chercheurs basés au Botswana à portée de leurs collègues en Angola, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe.

« Les menaces indéfectibles pesant sur notre faune sauvage et son habitat nécessitent des mesures innovantes et proactives, dit le président. Cette installation deviendra donc un centre crucial pour nos efforts collectifs visant à protéger les ressources naturelles précieuses qui nous ont été confiées. »

Des groupes éduquent et habilite les jeunes pour COMBATTRE LA DÉSINFORMATION



L'éducateur civique Hakim Owiny (devant, au centre) parle aux jeunes Ougandais des avantages du dialogue inclusif et des dangers de la désinformation.

INITIATIVE DES JEUNES LEADERS AFRICAINS

PERSONNEL D'ADF

Hakim Owiny, qui avait grandi dans des camps pour déplacés internes au Nord de l'Ouganda dans les années 1980, était entouré de conflits armés et de souffrances, mais l'aiguillon de la désinformation est resté avec lui. Des rumeurs se sont propagées selon lesquelles les gens des camps étaient violents, et ces mensonges ont suscité davantage de vagues de violence, de division et de trouble.

Aujourd'hui, M. Owiny est un enseignant civique qui œuvre dans sa communauté pour enseigner aux jeunes les avantages du dialogue inclusif et les dangers de la désinformation.

« La désinformation est l'une des armes léthales dissimulées les plus destructrices parmi les personnes vivant dans l'ombre des conflits et de l'instabilité politique, dit-il à l'Initiative des jeunes leaders africains. Lorsque les gens sont soumis à une situation perpétuelle de crainte concernant leur survie, cela crée un terrain fertile pour le développement de la mésinformation et la désinformation. »

La désinformation est généralisée dans le panorama médiatique du continent, sujet à une croissance rapide. Les experts tels que Vanessa Manessong, qui travaille avec l'organisme de journalisme de technologie et de données sans but lucratif Code for Africa, note les dommages qu'elle provoque pour les perspectives et l'engagement des jeunes gens.

« Aujourd'hui, les jeunes entre 14 et 24 ans ont une forte présence sur les réseaux sociaux ; ils sont donc plus exposés aux risques de désinformation », dit-elle dans un panel de discussion en ligne de janvier 2024 hébergé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

Le journaliste Kunle Adebajo, qui travaille avec HumAngle Media d'Abuja (Nigeria), a documenté des activités étendues en ligne, conduites par des groupes extrémistes violents tels que Boko Haram et la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique.

« Nous avons étudié comment ils utilisent les langues locales et comment ils mélangent des langues différentes pour éviter la modération du contenu sur diverses plateformes, dit-il durant le panel de discussion. Nous avons réalisé que le fact-checking de la désinformation ou des allégations individuelles n'est pas suffisant. Parfois, vous voyez seulement un message dans un réseau de désinformation plus vaste. Lorsque vous attaquez le message, il y a toujours un monstre aux têtes multiples qui reste présent. »

Au Ghana, Harriet Ofori travaille avec l'organisme sans but lucratif Penplusbytes pour mener des campagnes de sensibilisation du public, former les journalistes et enseigner l'alphabétisation médiatique. En 2023, plus de 2.000 personnes ont participé à ses ateliers.

« La désinformation est comme une maladie qui ne va pas bientôt disparaître, déclare Mme Ofori pendant le webinaire. Elle continue à évoluer, et il est donc très important de se faire vacciner. »

L'OMS APPROUVE

un deuxième vaccin contre le paludisme

PERSONNEL D'ADF

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a approuvé en octobre 2023 un deuxième vaccin contre le paludisme, deux années après avoir approuvé le premier. On anticipe que cette décision atténuera les inquiétudes concernant la disponibilité en Afrique.

Le vaccin R21/Matrix-M, développé par l'université britannique d'Oxford, rejoint le vaccin RTS,S/AS01 pour empêcher la maladie chez les enfants. Le paludisme, qui se propage par les piqûres de moustique, provoque le décès de centaines de milliers d'enfants chaque année.

« L'ajout du R21 à la liste des vaccins approuvés est anticipé conduire à un approvisionnement suffisant pour bénéficier à tous les enfants vivant dans les régions où le paludisme présente un risque de santé publique », ont indiqué les Nations unies peu après la décision de l'OMS.

« En tant que chercheur spécialisé dans le paludisme, je rêvais du jour où on aurait un vaccin sûr et efficace contre le paludisme », déclare le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus d'Éthiopie, directeur général de l'OMS. « Aujourd'hui, nous en avons deux. »

Le Dr Matshidiso Rebecca Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, déclare que le vaccin « a un potentiel réel pour combler l'énorme différence entre l'offre et la demande. Les deux vaccins, livrés à l'échelle et déployés universellement, peuvent aider à renforcer les efforts de prévention et de contrôle du paludisme et sauver des centaines de milliers de jeunes vies en Afrique des effets de cette maladie fatale. »

Le coût faible du nouveau vaccin est un autre avantage : entre 2 et 4 dollars l'injection.

La disponibilité du vaccin était anticipée dans certains pays africains, notamment le Burkina Faso, le Ghana et le Nigeria, au début 2024. Dans les autres pays, il devrait être disponible vers le milieu de l'année, a dit le Dr Tedros.



Un enfant reçoit le vaccin antipaludique dans le cadre d'un programme pilote pour les enfants kényans exposés à des risques. Un deuxième vaccin a été approuvé. AFP/GETTY IMAGES

LE DÉVELOPPEMENT D'UN
MODÈLE AFRICAIN
POUR LA PAIX



Les opérations de paix conduites par les Africains comblent une lacune pour adresser des menaces de sécurité parmi les plus difficiles, mais elles font face à un avenir incertain

PERSONNEL D'ADF

Pendant des dizaines d'années, les Nations unies étaient l'institution principale qui supervisait les missions de maintien de la paix en Afrique. Mais l'ONU n'a pas créé de nouvelle mission depuis 2014 et ses missions au Mali et en République démocratique du Congo ont été forcées de se retirer alors que l'insécurité est en hausse et les pays hôtes expriment leur résistance.

À mesure que l'ONU se retire, les institutions africaines s'engagent. L'Union africaine et les organisations régionales supervisent 10 opérations de paix avec plus de 70.000 femmes et hommes déployés dans 17 pays. En 2022, l'UA a lancé 4 opérations de paix, égalant ainsi son record précédent pour le nombre de nouvelles missions.

De nombreux observateurs affirment maintenant que les interventions sur le continent seront conduites par des Africains à l'avenir. Dans les meilleurs des cas, ces missions sous l'égide des institutions africaines, pourvues principalement en soldats africains, sont agiles, rapides dans leur réponse et désireuses d'engager agressivement l'ennemi d'une façon qui n'est pas démontrée par les missions de l'ONU.

Le Dr Andrew Yaw Tchie de l'Institut norvégien des affaires internationales écrit dans un article pour le journal *Global Governance* : « Les PSO [opérations de soutien à la paix] conduites par les Africains ont démontré une vaste expérience, des aptitudes, des capacités et des connaissances, malgré leurs ressources et leurs finances limitées. Les PSO conduites par les Africains sont positionnées de façon unique, non seulement pour s'ajuster et s'adapter mais aussi pour devenir un atout crucial afin d'affronter l'instabilité future et de continuer à combler les lacunes que les PKO de l'ONU n'ont pas pu complètement combler avec succès. »

Les gardiens de la paix africains sont déjà parmi les

plus expérimentés et éprouvés des champs de bataille du monde. En 2000, les gardiens de la paix africains constituaient environ 20 % de toutes les forces des missions de l'ONU. En 2020, ce chiffre a dépassé 50 %.



Un soldat burundais avec la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie monte la garde sur un transport de troupes blindé dans l'État de Hirshabelle. ATMIS

Mais on se pose toujours des questions sur la façon dont la prochaine génération de missions seront construites et mandatées. Quels types de crise chercheront-elles à adresser ? Qui les financera ? Peuvent-elles œuvrer pour résoudre les conflits par le dialogue ? Alors que les responsables définissent la route à suivre, un modèle africain unique se développe concernant comment, quand et où intervenir.

DES FORMES DIFFÉRENTES POUR DIFFÉRENTS PROBLÈMES

L'un des avantages des missions conduites par les Africains est leur polyvalence. Il y a des missions à grande échelle mandatées par l'UA, telles que la

Les soldats des Forces de défense populaires du Soudan du Sud se préparent au déploiement en République démocratique du Congo dans le cadre de l'intervention de la Communauté d'Afrique de l'Est. Elle fait partie d'un nombre croissant de missions lancées par les communautés économiques régionales d'Afrique.

AFP/GETTY IMAGES

mission en Somalie qui a commencé en 2007 et a inclus jusqu'à 20.000 soldats. Il y a aussi des missions plus réduites autorisées par les communautés économiques régionales (CER), par exemple l'intervention de 630 personnes de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) en Guinée-Bissau, créée pour aider à stabiliser le pays à la suite d'une tentative de coup d'État. Finalement, il y a des missions ponctuelles bâties avec une coalition de pays pour riposter à une menace commune telle que le terrorisme ou le banditisme. Un exemple en est la Force multinationale mixte de 10.000 personnes composée de pays du bassin du lac Tchad en réponse au terrorisme et au crime.

L'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'UA guide ces missions mais beaucoup sont aujourd'hui essentiellement indépendantes de l'UA. En date de 2023, seulement trois des dix opérations de paix dirigées par les Africains étaient mandatées par l'UA et soutenues financièrement et logistiquement par l'UA. D'autres,

telles que la mission de la Communauté de développement d'Afrique australe au Mozambique (SAMIM), sont organisées par une CER tout en agissant dans le cadre de la Force africaine en attente (FAA) de l'UA.

Les observateurs déclarent que la tendance vers un contrôle plus local des missions est bien accueillie. Ils disent que les organismes régionaux et les pays voisins sont plus affectés par les résultats que des gardiens de la paix provenant d'une région éloignée.

Le major-général Richard Addo Gyane, commandant du Centre de formation de maintien de la paix Kofi Annan, déclare à ADF : « En ce qui concerne la mise en application de la paix, la motivation des pays contributeurs de soldats est cruciale. Si quelque chose se produit au Nigeria, je préférerais y aller et me battre parce que je sais que cela pourrait facilement affecter le Ghana. J'ai un intérêt dans ce combat. »

De même, ces coalitions régionales peuvent être créées et déployées plus rapidement que celles développées à l'aide d'un processus bureaucratique lent. Le protocole de 2002 ayant établi la FAA a demandé à chaque région du continent de pouvoir déployer un bataillon d'intervention dans un délai de 14 jours. Cette

Les troupes Rwandaises se préparent à partir pour le Mozambique afin d'aider le pays à combattre une insurrection. REUTERS



urgence était nécessitée par des actes antérieurs de violence massive dans lesquels l'intervention internationale étaient venue trop tard pour sauver la vie.

Bien que la structure de la FAA soit à des niveaux différents de préparation, le Dr Cedric de Coning, conseiller principal du Centre africain pour la résolution constructive des disputes et expert du maintien de la paix, déclare que la rapidité devrait être l'un des atouts principaux des opérations de paix conduites par les Africains. Il dit que les interventions sont plus efficaces lorsqu'elles emploient le modèle du « juste à temps », dans lequel les coalitions de pays sont bâties pour intervenir rapidement lorsqu'une crise se déclenche.

« L'avantage comparatif de l'UA et de tous les pays africains est le fait qu'ils peuvent se déployer rapidement et sont désireux d'être plus robustes », selon lui.

Le Dr Tchicla déclare que cette rapidité et cette autosuffisance sont un énorme changement comparé aux missions précédentes, lorsque les pays devaient attendre l'approbation d'un organisme international ou un commanditaire occidental. « Ils assument la majeure partie de la logistique et utilisent la majeure partie de leur propre matériel, dit-il à ADF. Ce sont des états de première ligne qui déploient leurs ressources afin de pouvoir participer à ces opérations. C'est très différent du modèle onusien traditionnel où vous attendez que tout le monde s'engage. »

UNE PHILOSOPHIE DE « NON-INDIFFÉRENCE »

En 2019, l'UA a adopté une doctrine des opérations de soutien à la paix qui explique qu'elle souhaite intervenir dans des scénarios que l'ONU évite traditionnellement. Le document souligne que l'organisme continental est passé d'une philosophie de non-intervention dans les affaires des états membres à une philosophie de « non-indifférence ».

« La non-indifférence signifie que l'UA et ses états membres ne resteront pas passifs et inactifs et pourront se déployer même s'il n'existe pas de paix à maintenir, pour empêcher et/ou répondre à des circonstances graves, notamment : les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide, déclare la doctrine. Ceci est une obligation des états membres de l'UA. »

La doctrine permet aussi des interventions sans le consentement de l'état membre afin de mettre fin à des atrocités massives. Mais en pratique, l'UA n'est pas toujours intervenue lorsqu'un pays membre était en proie à une crise. Les guerres civiles en Éthiopie et au Soudan n'ont pas suscité de mission de l'UA. Les forces armées ont conduit des coups d'État sur le continent, essentiellement sans intervention de la part de l'UA ou d'une CER.

« Les opérations de paix dirigées par les Africains manquent souvent de respecter le principe fondateur de non-indifférence de l'UA face aux dirigeants qui, à cause des crimes de guerre, du génocide ou de la saisie anticonstitutionnelle du pouvoir, abusent les citoyens », écrit le Dr Nathaniel Allen dans l'article « Les opérations de paix conduites par les Africains : un



Les soldats burundais de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie montent dans un hélicoptère des Nations unies dans l'État de Hirshabelle. ATMIS

outil crucial pour la paix et la sécurité » pour le Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

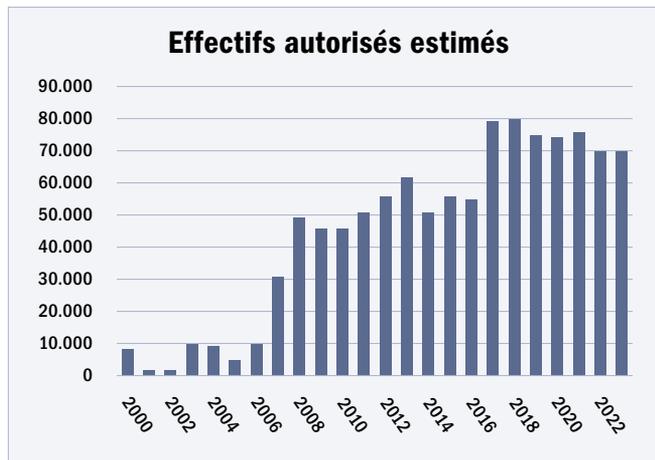
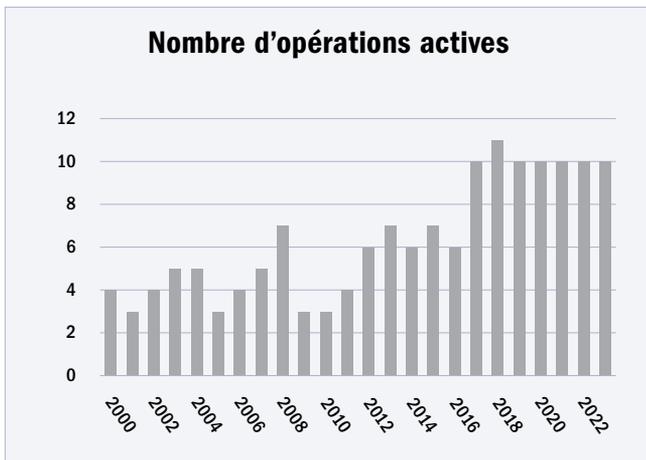
Les missions conduites par les Africains démontrent une meilleure performance dans la lutte contre les groupes extrémistes violents. Six des dix-sept missions dirigées par les Africains au cours des dix dernières années ont été conduites en réponse à l'extrémisme islamique radical. Ces missions dans des lieux tels que le Mozambique, la Somalie et le bassin du lac Tchad suivent une approche dynamique et musclée aux opérations de soutien de la paix. Elles sont différentes de celles de l'ONU : typiquement, cette dernière souhaite intervenir uniquement pour mettre en application un cessez-le-feu ou un accord de paix signé.



Les soldats des Forces de défense populaires du Soudan du Sud se préparent au déploiement en République démocratique du Congo dans le cadre de l'intervention de la Communauté d'Afrique de l'Est dans cette région tourmentée. La force est maintenant partie.

AFP/GETTY IMAGES

Croissance des opérations de paix dirigées par les Africains, 2000 à 2023



Sources : Williams 2013 ; SIPRI ; Rapport du Conseil de sécurité ; UA ; Cédéao ; Fisher et Wilen

Les institutions africaines ont aussi démontré leur désir de lancer des opérations pour restaurer l'ordre constitutionnel, par exemple la mission de la Cédéao en Gambie en 2017. Des missions ont aussi été créées pour assurer des élections libres et équitables, en réponse à des catastrophes naturelles ou des crises de santé comme l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, et pour réprimer les groupes extrémistes violents tels que l'Armée de résistance du Seigneur.



Un soldat éthiopien de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie marche dans un défilé pour célébrer un événement de donateur de nourriture à Baidoa. ATMIS

« Les opérations de paix dirigées par les Africains ne suivent pas d'approche systématique », écrit le Dr Allen.

LE DÉFI DU FINANCEMENT

Même lorsque la volonté d'intervenir existe, le financement reste un défi. De nombreuses missions conduites

par les Africains dépendent fortement du soutien des donateurs.

Les recherches du Dr Tchie indiquent que la seule mission récente à être auto-financée est la SAMIM. Les autres missions ont nécessité un soutien pour durer plus de 30 jours. Ceci n'est pas surprenant puisque l'UA elle-même compte sur le soutien des donateurs pour environ 70 % de son budget et a déclaré que plus de 40 % des états membres ne versent pas leurs redevances annuelles. Le fonds de paix de l'UA créé en 2002 pour soutenir les opérations est sous-financé. Même l'objectif du fonds à hauteur de 400 millions de dollars est insuffisant pour les missions à long terme, selon les experts.

Il existe des raisons d'être optimiste. En décembre 2023, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté unanimement une résolution qui lui permettra de considérer un soutien pour le budget des missions de maintien de la paix dirigées par l'UA, au cas par cas.

Mais les observateurs pensent que les missions futures devront être autofinancées.

« En évitant de dépendre de leurs partenaires, les PSO conduites par les Africains peuvent réduire leurs frais de transaction, éviter la perte d'autonomie et concevoir les missions en fonction des moyens financiers des organismes et des états membres qui déploient ces opérations », écrivent les Drs Tchie et de Coning dans un article pour le Journal of International Peacekeeping.

LA PRIORISATION DE LA RÉOLUTION DES CONFLITS

Bien que les missions dirigées par les Africains aient démontré leur capacité à combattre les insurrections et protéger les civils, le processus de construction d'une paix durable est souvent hors d'atteinte. Les missions conduites par les Africains sont principalement des missions militaires avec des objectifs militaires.

Bien que la plupart des missions de l'UA soient

Polyvalentes et versatiles

Un point fort des interventions dirigées par les Africains est leur capacité d'adaptation pour faire face à divers défis. Au cours des dernières années, ces missions ont répondu aux troubles électoraux, aux épidémies et aux insurrections violentes. Cette adaptabilité les distingue des missions des Nations unies qui sont créées typiquement pour mettre en application un cessez-le-feu ou protéger des accords de paix dans des circonstances d'après-guerre. **Voici des exemples de missions que les institutions africaines ont entreprises au cours des dernières années :**

Missions	Exemples (date de lancement)
Mise en application des cessez-le-feu ou encouragement des processus de paix	<ul style="list-style-type: none"> • Mission de l'UA au Burundi (2003) • Mission de l'UA au Soudan (2004) • Mission d'observation militaire de l'UA en République centrafricaine (2020)
Soutien aux élections ou aux transitions démocratiques du pouvoir	<ul style="list-style-type: none"> • Force multinationale de la Communauté économique des États d'Afrique centrale en République centrafricaine (2002) • Mission de sécurité et d'assistance électorale de l'UA • Mission de la Cédéao en Guinée-Bissau (2022)
Soutien aux gouvernements en proie à des troubles intérieurs	<ul style="list-style-type: none"> • Mission de la Cédéao en Gambie (2017) • Équipe de soutien technique de l'Union africaine en Gambie (2018) • Mission préventive de la Communauté de développement d'Afrique australe au royaume du Lesotho (2017)
Opérations de mise en application de la paix contre les insurgés ou les groupes extrémistes	<ul style="list-style-type: none"> • Mission de l'UA en Somalie (2007) • Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur (2011) • Force multinationale mixte (1994, mandat étendu pour inclure le contre-terrorisme en 2012) • Force conjointe du G5 Sahel (2014)
Réponse aux crises de santé ou aux pandémies	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien de l'UA à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (2014) • Soutien de l'UA à l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (2019)

Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique

dirigées par un représentant civil du président de l'UA, leur personnel est presque entièrement militaire. Les missions ont une petite équipe de civils pour traiter des problèmes complexes à l'origine des conflits, notamment les affaires politiques, les questions juridiques, les besoins humanitaires, le désarmement, démobilisation et réintégration, et autres sujets.

Les Drs Tchie et de Coning pensent que ces missions futures devront prioriser une résolution politique des conflits et adresser les facteurs sous-jacents de l'instabilité. Ceci exigera un plus grand investissement dans la composante civile d'une opération de paix. Ils pensent que les efforts militaires devraient laisser de la place aux négociations. De cette façon, un accord politique durable pourrait émerger.

« Si les facteurs sous-jacents ne sont pas traités, le conflit ne sera pas résolu et la violence retournera », écrivent-ils.

Dans trop de pays, les missions ont été capables de faire taire les fusils, seulement pour constater le retour rapide de la violence parce que les belligérants n'avaient

pas participé à un processus de paix et les facteurs sous-jacents de la violence n'avaient pas été traités. L'UA a des mécanismes pour l'alerte précoce et la médiation des conflits afin de résoudre les différends, mais les experts disent qu'ils sont sous-développés.

« Servir un projet politique ou un processus de paix est crucial pour la crédibilité et la légitimité de toute PSO dirigée par les Africains, écrivent les Drs Tchie et de Coning. Sans projet politique, il n'y a pas d'état final soutenable ou de stratégie de sortie. »

À mesure que les missions dirigées par les Africains évoluent, leur capacité de réponse aux menaces complexes aura des conséquences majeures pour la prospérité et la stabilité du continent.

« Il semble évident d'affirmer que la paix et la sécurité futures du continent dépendent de la croissance et de l'évolution continues des modalités africaines de prévention et de résolution des conflits, écrit le Dr Allen. Pour réaliser leur plein potentiel, l'UA, les CER et les états membres doivent renforcer les succès et traiter les lacunes des opérations de paix dirigées par les Africains. » □

RESPONSABLES ENVERS CEUX QU'ILS SERVENT

AMÉLIORER LA PERFORMANCE DES SOLDATS EN
RENFORÇANT LES MÉCANISMES DE SURVEILLANCE





Des soldats des Forces de défense du Kenya défilent lors des célébrations du 60ème Jamhuri Day le 12 décembre 2023. La responsabilisation est un principe fondamental des forces armées avec de longs antécédents de service efficace. REUTERS

PERSONNEL D'ADF

Lors d'une opération militaire le 29 octobre 2023 dans la ville de Garu, au Nord du Ghana, un homme est mort et des dizaines ont été hospitalisés.

Le raid a provoqué la colère des résidents locaux et a conduit à plusieurs semaines de critiques dans la presse. Le mois suivant, le parlement du Ghana a exigé que le ministre de la Sécurité nationale compare et explique l'opération.

Dans un discours ému, Albert Alalzuuga, le député représentant Garu, a exigé des réponses. « Nous avons le cœur brisé et nous demandons au ministre, nous demandons au Parlement de lancer une investigation à grande échelle de cette action et d'informer les Ghanéens de ce qui s'est passé, a-t-il déclaré. Cette approche militaire consistant à toujours frapper le peuple sans merci est une de trop dans le pays.... L'armée n'est pas entraînée pour la sécurité intérieure ; si vous l'utilisez pour conduire un exercice erroné, elle vous donnera des résultats erronés. »

Le ministre de la Sécurité nationale Albert Kan Dapaah a déclaré au Parlement que le raid avait été conduit pour saisir les armes d'un groupe de jeunes qui avaient attaqué auparavant le personnel de la sécurité nationale. Il a noté les rapports d'action excessive de la part du personnel de sécurité mais il a dit qu'il ne pouvait pas fournir des informations complètes sur cette affaire parce que les tribunaux avaient été saisis. Il a rappelé aux parlementaires l'importance des efforts anti-terroristes dans la région, le danger croissant des conflits ethniques et le besoin de maintenir le moral des troupes à un niveau élevé.

« Je voudrais exhorter les honorables membres de la chambre à bien vouloir conduire une introspection pour discuter de ce sujet », a déclaré le ministre Dapaah.

L'affaire de Garu est seulement un exemple de la façon dont la supervision et la responsabilisation peuvent fonctionner dans une démocratie. C'est souvent une lutte acharnée entre ce que le public souhaite savoir et le besoin de confidentialité dans les questions de sécurité nationale. Parfois les soldats professionnels sont peu désireux de répondre aux civils. Dans d'autres occasions, la recherche des informations peut conduire à des conversations inconfortables et à l'obstruction.

Mais selon les experts, lorsque la supervision fonctionne correctement, elle produit un secteur de la sécurité plus robuste.

« Les organisations de sécurité doivent mieux répondre aux institutions qui sont légalement autorisées à superviser leurs activités », déclare à ADF le général de brigade Dan Kuwali, commandant du collège de la défense nationale – Malawi. « Il est dans l'intérêt de l'armée d'être sujette à la supervision. »

Il existe plusieurs principes de responsabilisation et de supervision sur lesquels les pays africains peuvent se concentrer.

RESPONSABILISER LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Dans de nombreuses démocraties, les députés élus jouent un rôle clé dans la supervision des forces armées. Ils déterminent les budgets, supervisent l'achat du matériel, confirment les nominations présidentielles et organisent des audiences pour examiner les activités militaires. Toutefois, dans certains pays, ce contrôle du pouvoir est devenu une simple routine d'approbation. Le chef est investi avec la quasi-totalité du pouvoir et contourne le parlement pour prendre des décisions parmi les plus importantes du pays.

Certains chefs parlementaires essaient de rétablir le pouvoir de leur rôle constitutionnellement mandaté.

Bertin Mubonzi, parlementaire de la République démocratique du Congo, est membre d'une commission œuvrant pour « démanteler les réseaux criminels » qui existent dans le secteur de la sécurité de son pays. Son équipe examine des allégations de détournement de fonds et de trafic illégal des minerais. Le travail est difficile et parfois dangereux. « Ce travail important est aussi très sensible parce que certains responsables ont pris l'habitude, avec le temps, de s'approprier les choses, déclare-t-il au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA). Nous devons assurer notre propre sécurité. »

M. Mubonzi croit en la valeur de son rôle.

« Notre rôle est important, au niveau le plus basique, parce que si nous ne jouons pas le rôle souverain qui nous incombe en tant que commission et en tant que parlement, cela équivaudrait à donner carte blanche au gouvernement », dit-il. M. Mubonzi est président du réseau des parlementaires africains pour les commissions de défense et de sécurité.

Le fait que de nombreux pays africains enregistrent une forte rotation de leurs parlementaires est un défi affectant la supervision des parlements. Dans chaque cycle d'élections, 40 à 60 % des membres quittent leurs fonctions, ce qui conduit à des officiels qui n'ont pas l'expérience ou les connaissances institutionnelles nécessaires pour réguler les forces armées.

Le Dr Ken Opalo, qui étudie la question et enseigne à l'école de diplomatie de l'université de Georgetown, déclare que les responsables élus de certaines des législatures qui fonctionnent le mieux sur le continent prennent le temps de bâtir des relations de confiance avec les commandants militaires.

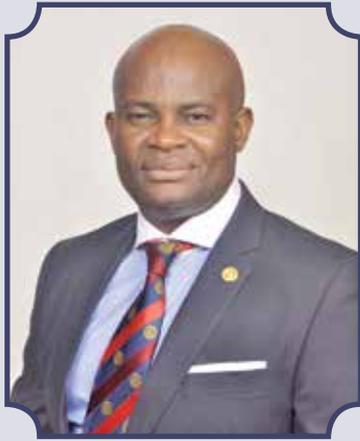
« Les comités qui travaillent bien sont capables d'établir leurs propres relations avec les généraux pour pouvoir comprendre leur perspective, dit-il. Ceci nécessite la confiance, le dialogue constructif et l'engagement, au lieu des attitudes opposantes et conflictuelles qui se retrouvent fréquemment dans de nombreuses législatures. »

De même, le général Kuwali pense qu'un effort doit être entrepris pour aider les parlementaires à approfondir leurs connaissances en matière de sécurité tout en maintenant leur indépendance. Il souligne que le collège de la défense nationale – Malawi possède des parlementaires et des juges parmi ses professeurs pour faciliter cet échange d'information.

« Les comités de supervision parlementaires nécessitent un personnel ayant l'expertise technique



Les membres du Parlement kenyan écoutent les propositions budgétaires du ministre des Finances. REUTERS



UNE « RESPONSABILITÉ SOLENNELLE » EXIGE UNE SUPERVISION APPROPRIÉE

Le général de brigade Dan Kuwali de la Force de défense du Malawi (MDF) a assumé divers rôles, notamment conseiller juridique de la mission de l'ONU en République démocratique du Congo et chef des services juridiques pour la MDF. Il est aujourd'hui commandant du collège de la défense nationale – Malawi. Il a écrit et enseigné sur des sujets liés à la gouvernance du secteur de la sécurité, aux droits de l'homme, à l'utilisation de la force et au droit humanitaire. Cette interview a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté.

ADF : Pourquoi pensez-vous que les forces armées devraient accueillir la responsabilisation au lieu d'y résister ?

Général Kuwali : Le point de départ est le fait qu'aucune personne ni aucune institution n'est au-dessus de la loi. Le principe du contrôle démocratique des forces armées exige que le personnel militaire soit tenu responsable par les officiels élus, lesquels sont tenus responsables par les citoyens. Les cas où l'armée détient un pouvoir politique, que ce soit de jure ou de facto, présentent des défis pour la gouvernance démocratique. De même, l'interférence politique par les forces de défense et de sécurité rend inefficaces les mécanismes de supervision et de responsabilisation. Lorsque les responsables de la défense et de la sécurité ignorent les exigences constitutionnelles et, au contraire, protègent leurs propres intérêts, ils deviennent eux-mêmes une menace pour la population qu'ils ont l'obligation de défendre.

ADF : Comment conciliez-vous le besoin de confidentialité dans les opérations militaires avec le droit de savoir du public ?

Général Kuwali : Concilier la transparence et la confidentialité dans le secteur de la sécurité est l'une des questions cruciales dans la gouvernance du secteur de la sécurité. Pour le secteur de la défense et la sécurité, il est impératif d'avoir des officiers d'informations publiques bien formés et un personnel des relations publiques qui puisse aider à obtenir un équilibre délicat. La transparence est un principe fondamental de la gouvernance responsable. Un secteur de la sécurité opaque crée un environnement qui encourage les abus et la conduite non professionnelle. Sans information sur la formulation et la mise en œuvre des

lois, des politiques, des plans et des budgets, il est impossible de tenir les forces armées responsables. Toutefois, la confidentialité est nécessaire pour les questions sensibles de la sécurité de l'État. Des difficultés se présentent lorsque le besoin de confidentialité est invoqué pour échapper aux examens par les gestionnaires pertinents, les organismes de supervision ou les citoyens. L'expérience a montré que, grâce au développement des relations de confiance avec les organismes législatifs et autres organismes de supervision, les organisations de sécurité peuvent maintenir un haut niveau de confidentialité sur les questions sensibles sans compromettre le principe de responsabilisation publique. Pour aller de l'avant, je suggère que la situation par défaut devrait être de fournir des informations au public. Lorsque cela n'est pas possible, les raisons pour la non-divulgaration doivent être fournies, et sujettes à un examen et une détermination par un tribunal ou une autorité ayant juridiction.

ADF : Que devrait-on faire pour renforcer le rôle de supervision du Parlement ?

Général Kuwali : La gouvernance efficace du secteur de la sécurité exige un système de freins et de contrepoids dans lequel des législatures dynamiques et des pouvoirs judiciaires indépendants fournissent la supervision nécessaire pour tenir l'armée responsable face aux citoyens. Ceci aide à assurer que la responsabilité solennelle pour armer les acteurs de la sécurité soit employée dans les intérêts de la société. Avec des mandats qui incluent le contrôle budgétaire, l'approbation des déploiements de soldats, l'achat du matériel, la politique de sécurité et les questions de personnel, les comités de supervision parlementaires nécessitent un personnel ayant l'expertise technique

et l'expérience pour aider les responsables élus à décharger efficacement leurs fonctions. Le développement de l'expertise parlementaire en matière de sécurité aide à bâtir la confiance avec leurs homologues du secteur sécuritaire et joue un rôle important dans la réception de leurs conclusions.

ADF : Pensez-vous qu'un changement culturel au sein des forces armées soit nécessaire en ce qui concerne la supervision ? Les soldats peuvent-ils changer : au lieu de considérer la supervision comme un fardeau, la considérer comme un moyen d'améliorer le professionnalisme, quelque chose qui conduira à de meilleurs résultats sécuritaires ?

Général Kuwali : Bien que la plupart des constitutions démocratiques exigent la subordination des organisations de sécurité au contrôle civil, les autorités militaires et civiles ne comprennent pas toujours l'étendue et les limites de ce contrôle. Le contrôle civil des forces armées n'équivaut pas au commandement et au contrôle directs des troupes. Le contrôle civil concerne plutôt le processus selon lequel les civils élus définissent la direction stratégique concernant l'utilisation du secteur de la sécurité et ces responsables civils sont tenus responsables par le peuple. Par conséquent, un changement culturel est nécessaire des deux côtés. Un examen rapide montre que la gouvernance du secteur de la sécurité ne fait pas partie du programme d'enseignement de la plupart des écoles militaires professionnelles. C'est pourquoi nous autres au collège de la défense nationale – Malawi avons introduit intentionnellement une classe sur la gouvernance du secteur de la sécurité et l'état de droit, afin d'assurer que les membres des services comprennent la raison d'être de la supervision démocratique de l'armée, et s'y conforment.



et l'expérience pour aider les responsables élus à exécuter efficacement leur mandat, dit-il. Le développement de l'expertise parlementaire en matière de sécurité aide à bâtir la confiance avec leurs homologues du secteur de la sécurité et joue un rôle important dans la réception de leurs conclusions. »

PRIORISER LA TRANSPARENCE

La supervision est possible seulement lorsque les civils ont accès aux informations sur le fonctionnement des forces armées. Toutefois, les chefs de la défense exigent souvent la confidentialité concernant leurs travaux et bloquent l'accès aux informations.

« La "sécurité nationale" est souvent incorrectement invoquée comme considération prédominante, écrit Godfrey Musila, chercheur et ancien commissaire de la commission des Nations unies sur les droits de l'homme au Soudan du Sud. Une

fois qu'elle est prétextée, cela jette un écran qui empêche tous les types d'examen de ce que fait le gouvernement. »

Cette confidentialité s'étend au-delà des questions opérationnelles et inclut les budgets. Le général Kuwali a découvert que, parmi les 45 pays africains qui publient un budget militaire, 28 d'entre eux ne fournissent pas de liste complète des dépenses. Cela empêche essentiellement au public de savoir combien d'argent est dépensé. Cela permet aussi à la corruption de prospérer.

« C'est sur ce point que certaines forces armées se trompent, dit-il. Plus les forces armées sont transparentes, plus elles reçoivent un soutien budgétaire car ces actions améliorent la confiance des parlementaires et des responsables publics qui attribuent les fonds du budget. Bien entendu, l'armée n'a pas besoin de divulguer les détails exacts des acquisitions qui risquent de compromettre la sécurité nationale. Toutefois, elle doit fournir



Les gens lisent des informations sur une opération de l'armée nigériane pour secourir des otages. Les médias jouent un rôle important pour tenir les forces armées responsables et fournir des informations exactes au public. REUTERS

suffisamment d'information sur ses dépenses. »

Il existe quelques raisons pour l'optimisme. Depuis l'an 2000, 19 pays africains ont adopté des lois qui renforcent l'accès à l'information. En 2012, la Commission de l'Union africaine sur les droits de l'homme et les droits des peuples a développé un modèle de loi décrivant comment la transparence pourrait être codifiée.

Un rapport de 2018 par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a évalué 47 pays africains et découvert que 45 d'entre eux avaient publié au moins un document budgétaire officiel en ligne. Ceci est une amélioration comparé aux études précédentes.

« Les citoyens de tout pays devraient savoir où et comment les fonds publics sont dépensés. Il est encourageant que les rapports nationaux en Afrique subsaharienne se soient améliorés », déclare le Dr Nan Tian, chercheur du programme des

transferts d'armes et des dépenses militaires du SIPRI, dans une annonce de presse accompagnant le rapport.

RENFORCER LA SUPERVISION INTERNE

De nombreuses forces armées performantes ont établi des bureaux de supervision pour investiguer et informer sur les questions concernant la discipline, l'efficacité, le moral, la formation et l'état de préparation des forces armées. Ce bureau, appelé typiquement l'office de l'inspecteur général, fait partie de la chaîne de commandement militaire et dépend du chef des services armés ou du ministre de la Défense.

En tant que mécanisme de supervision interne, on attend de l'inspecteur général qu'il agisse comme « les yeux, les oreilles, la voix et la conscience » des commandants, pour leur permettre de corriger les problèmes avant qu'ils ne prennent de l'ampleur. Idéalement, l'inspecteur général soutient les travaux des entités externes telles que le parlement pour améliorer la performance.

« Les mécanismes de responsabilisation internes et

externes se renforcent mutuellement, déclare le général Kuwali. Cette supervision polyvalente offre des lignes de défense pour améliorer la supervision du secteur de la sécurité. À mesure qu'un plus grand nombre d'individus et d'institutions fournissent une supervision de la sécurité, les normes de professionnalisme et d'intégrité financière de haut niveau peuvent être renforcées. »

La Force nationale de défense d'Afrique du Sud (SANDF) est allée plus loin. En 2012, le parlement du pays a établi le médiateur militaire (Military Ombud), qui travaille indépendamment et en dehors de la chaîne de commandement. Cette fonction répond aux plaintes formulées par des membres actuels et antérieurs de la SANDF et examine les plaintes ou les allégations d'inconduite faites par le public contre la SANDF. Au cours des huit premières années, le médiateur a répondu à 2.752 plaintes et en a résolu 95 %.

Lors d'une cérémonie marquant la fin du mandat du médiateur Themba Templeton Matanzima en 2019, ce lieutenant-général à la retraite a averti son successeur : « vous n'allez pas avoir beaucoup d'amis maintenant dans les forces armées ». Il a toutefois souligné l'importance de la prise de responsabilité.

« Lorsqu'il y a quelque chose d'incorrect, l'armée doit corriger cela avec des exercices, avec des punitions, dit-il. L'office n'est pas concerné par la dégradation des normes de discipline ; l'office est concerné par les droits de l'homme. »

S'OUVRIRE À LA SOCIÉTÉ CIVILE ET AUX MÉDIAS

Bien qu'ils ne fassent pas partie du processus formel de supervision, les organisations non gouvernementales, les groupes de défense des droits de l'homme, les médias et les organisations de la société civile ont un rôle important à jouer. Ils examinent et amplifient les récits qui nécessitent l'attention de l'armée. De nombreux cas d'escroquerie ou d'abus sur le continent ont été découverts par les journalistes ou les défenseurs des droits de l'homme.

D'autres institutions, notamment les commissions des droits de l'homme et les commissions anti-corruption financées par le gouvernement, font partie de ce qu'on appelle la « responsabilisation horizontale ». Ces groupes ont l'obligation de surveiller et documenter les abus, et de fournir des recommandations à leur sujet.

Dans un webinaire organisé par le CESA, l'ex-commissaire de la commission anti-corruption de Sierra Leone Abdul Tejan-Cole a souligné la nécessité des organisations indépendantes de surveillance.

« Les mécanismes de responsabilisation et de supervision sont vraiment la base robuste des sociétés démocratiques et ils sont cruciaux pour promouvoir l'état de droit, dit-il. Personne n'est au-dessus de la loi. La police doit être sujette au contrôle et l'armée elle-même doit être sujette au contrôle. Elles doivent être responsabilisées face aux communautés et au peuple qu'elles servent. » □

« LES HOMMES POURRONT TOUJOURS VOLER »



John Mugaravai Omenda, major-général à l'époque, se rend à la base opérationnelle avancée de Mombasa pour évaluer les capacités opérationnelles du littoral.

ARMÉE DE L'AIR DU KENYA



Une conversation avec le lieutenant-général John M. Omenda, vice-chef des Forces de défense du Kenya

PERSONNEL D'ADF

Le lieutenant-général John Mugaravai Omenda a été nommé vice-chef des Forces de défense du Kenya en mai 2024. Auparavant, il était pendant trois ans commandant de l'Armée de l'air kényane. Il avait rejoint l'Armée de l'air kényane en 1991 et avait été promu sous-lieutenant en 1992. Il a été formé en tant que pilote de chasse et aussi dans les domaines des renseignements, de la sûreté et de la sécurité des vols. Il est diplômé du collège de l'état-major de la défense du Kenya et du collège royal des études de défense du Royaume-Uni. Il détient un diplôme en études stratégiques de l'université de Nairobi, une

licence en études de paix et de conflit de l'université Nazarene et une maîtrise en sécurité internationale et stratégie du King's College de Londres.

Ses affectations incluent les postes de commandant de la base aérienne Laikipia et de commandant adjoint de l'Armée de l'air. Il a aussi participé à la mission des Nations unies au Liberia en 2006 et 2007. Il a parlé à ADF à Tunis (Tunisie) pendant le symposium des chefs d'état-major africains d'armée de l'air 2024. L'entretien a été modifié pour des raisons de longueur et de clarté.

ADF : Comment avez-vous fait carrière dans les forces armées ?

Général Omenda : Je le souhaitais depuis mon enfance. J'étais fasciné par les avions qui survolaient toute notre région pour se rendre dans leur zone de formation. Je suis allé à l'école dans notre ville locale appelée Kakamega dans l'Ouest du pays, puis je suis allé à Nairobi pour le lycée. De suite après le lycée, je n'ai pas pu résister à l'attrait militaire parce que j'étais prêt à rejoindre. Toute ma carrière s'est passée dans l'armée. L'armée se charge de vous fournir la formation nécessaire pour atteindre un état de préparation approprié.

ADF : Quels sont les besoins les plus urgents de l'Armée de l'air en ce moment ?

Général Omenda : Les ressources humaines. Et bien sûr l'argent est toujours un problème. La gestion d'une armée de l'air coûte cher ; la plupart des pays trouvent que c'est très difficile. Il doit exister un équilibre entre la sécurité et les autres besoins urgents tels que la santé, l'agriculture, l'éducation, etc. Les besoins de base du pays font concurrence au budget de soutien aux opérations militaires. Une armée de l'air opérationnelle coûte très cher.

ADF : Les drones sont une technologie émergente pour de nombreuses forces armées. Quel est le plan de votre armée de l'air pour employer les drones ?

Général Omenda : Oui, les drones sont à la mode. Mais souvenez-vous que vous obtenez des drones dans un but



Le général Omenda (au centre) fait la pose avec d'autres participants du symposium des chefs d'état-major africains d'armée de l'air 2024 à Tunis (Tunisie). PERSONNEL D'ADF

précis. Toute armée de l'air entreprend ses propres achats de matériel, en fonction des besoins particuliers dans la région. Pour nous, ils sont évidemment importants mais pas aussi importants qu'ils le sont dans d'autres régions. Nous en avons quelques-uns, nous en achetons quelques autres, mais cela est régi par les besoins que nous avons.

ADF : Les utilisez-vous pour la surveillance ?

Général Omenda : Surtout pour la surveillance, c'est vrai, parce qu'ils sont économiques, ils sont faciles à utiliser, ils sont moins chers et donc ils ajoutent beaucoup de valeur.



Le général Omenda inaugure un séminaire sur la défense aérienne en 2024 dans la base aérienne Laikipia à Nanyuki.

ARMÉE DE L'AIR DU KENYA

maintenance. C'est moins cher si vous avez une seule plateforme. À la longue, nous faisons face aux mêmes problèmes. Vous ne pouvez pas avoir un seul type d'aéronef parce que les missions sont variées. Vous devez avoir des hélicoptères, vous devez avoir des voilures fixes, vous devez avoir des turbopropulseurs, vous devez avoir des avions à réaction, et donc vous aurez une variété. Ce n'est pas facile à la longue. Si vous pouvez garder un certain type, par exemple des voilures tournantes de type similaire,

des avions à réaction de type similaire et des turbopropulseurs de type similaire, vous pouvez alors réduire la variété, ce qui devient gérable à la longue.

ADF : Les avions de transport militaires deviennent particulièrement cruciaux dans les domaines tels que l'assistance humanitaire. Êtes-vous confortable avec la taille de votre flotte de transport ?

Général Omenda : Non, tout le monde en veut plus. Nous rêvons toujours des grandes flottes, mais vous savez, elles dépendent toutes du coût des opérations et de la maintenance. Je n'ai pas assez, bien entendu. Je n'ai pas assez d'équipage, je n'ai pas assez d'ingénieurs et de techniciens. Mais au moins nous maintenons ce que nous avons, et nous espérons qu'à l'avenir nous pourrions l'élargir et avoir les nombres corrects en place.

ADF : Il est difficile de parler des forces armées africaines sans mentionner l'effet du terrorisme. Le Kenya a dû affronter des incidents terroristes au cours de l'année passée. Quel est le rôle joué par l'armée de l'air pour combattre ce problème ?

Général Omenda : Les armées de terre et les armées de l'air professionnelles sont formées pour conduire une guerre conventionnelle. Le terrorisme est une guerre non conventionnelle, c'est une guerre asymétrique. Nous avons tendance à compter sur les règles de la guerre dans les conflits armés, le droit humanitaire international, etc. Le terrorisme ne suit pas ces règles ; c'est donc un défi, en particulier pour les armées de l'air. Avec l'armée de l'air et le type de matériel que nous avons, nous ne sommes pas branchés pour combattre le terrorisme. Mais nous apprenons vite et nous avons un effet en réduisant les impacts du terrorisme.

Mais je veux vous dire quelque chose : le terrorisme ne peut pas être stoppé de façon cinétique, il ne peut pas

Toutefois, vous devez les compléter par d'autre matériel pour pouvoir atteindre l'objectif militaire souhaité. Mais ils font économiser beaucoup, au lieu d'utiliser des avions réels avec équipage, qui coûtent très chers.

Le coût initial pourrait être élevé mais les frais de maintenance sont abordables et vous les utilisez donc pendant longtemps et ils vous servent pendant plus longtemps. À la longue, c'est une option qui coûte moins cher que les plateformes avec équipage parce que ces plateformes nécessitent des humains à bord. Vous devez former le pilote, vous devez former le technicien, la pourvoir en carburant, la préparer, la maintenir. À la longue une ressource avec équipage coûte très cher.

ADF : Pensez-vous que l'emploi des drones continuera à croître ?

Général Omenda : Vous ne pouvez pas remplacer les plateformes avec équipage par des drones. Ils vont toujours se compléter mutuellement. Je ne vois pas de situation ni d'époque où les plateformes avec équipage vont disparaître. Ce ne sera pas possible. Les hommes pourront toujours voler. Je vous le garantis.

ADF : De nombreuses armées de l'air africaines ont une variété d'avions mais seulement un ou deux modèles de chaque plateforme. Elles auront vingt avions mais huit ou neuf plateformes différentes. Cela peut compliquer la maintenance et la formation. Est-ce un problème pour votre armée de l'air ?

Général Omenda : Vous avez raison. Plus il y a de variété, plus la maintenance coûte cher. Un certain type d'aéronef nécessite certains équipements spéciaux pour sa maintenance. Si vous avez beaucoup de variété, vous devrez alors avoir beaucoup de variété dans l'équipement de

être stoppé uniquement par la guerre. Le terrorisme se manifeste à cause des problèmes sociaux et si vous voulez gagner une guerre, vous devez identifier les problèmes. Parce qu'il est un problème social, le terrorisme doit être approché socialement et complété par l'emploi de la force cinétique pour réduire ses effets. Ce n'est pas seulement la cinétique, pas seulement l'emploi de la force. Vous avez besoin que tout le monde œuvre ensemble, et le monde doit œuvrer ensemble parce que cela transcende toutes les frontières. Ce n'est pas localisé. Il est important de coopérer contre le terrorisme mais c'est une question sociale qui doit être traitée.

ADF : On parle toujours des pays voisins qui formeraient un partenariat pour combattre le terrorisme et affronter d'autres problèmes. Que pensez-vous de votre relations avec les armées de l'air de vos voisins ?

Général Omenda : Nous avons vraiment une relation robuste. Nous avons des organismes régionaux où nous participons, par exemple la Communauté d'Afrique de l'Est. Et nous avons aussi la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, FR-CAE, qui a été déployée dans l'Est de la République démocratique du Congo. Nous collaborons sur de nombreux fronts, nous mettons en commun les ressources et cela fonctionne pour nous. Toutefois, les autres besoins nationaux ne permettent pas très facilement d'avoir un effet continu.

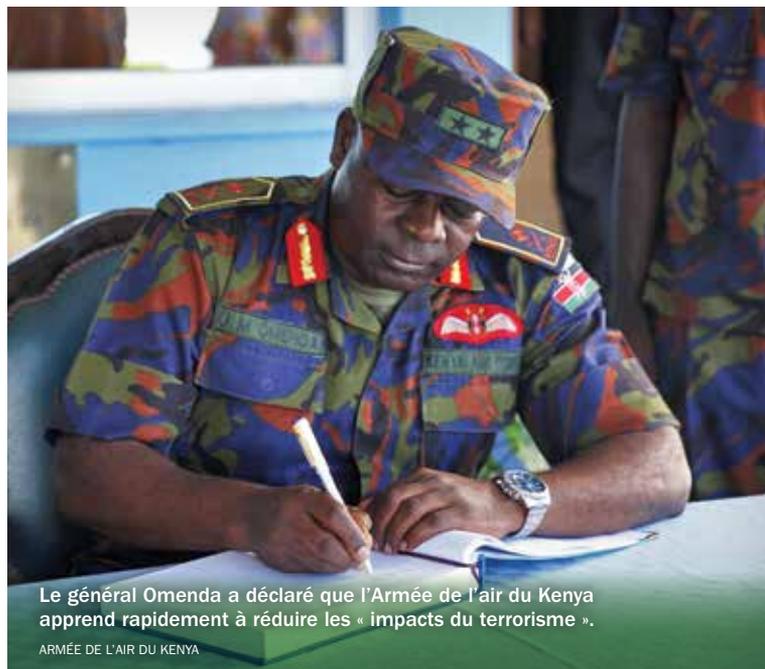
ADF : Vous avez souligné le fait que, quelle que soit l'ampleur de vos besoins, le bien-être humain passe avant les forces armées.

Général Omenda : Oui, mais vous ne pouvez pas vous passer du pouvoir militaire. Nous sommes des êtres humains sociaux qui forment des nations. Et les nations ont des besoins, les nations ne sont pas auto-suffisantes. La carence militaire peut vraiment vous laisser exposé. Si un état voyou a besoin de quelque chose que vous avez, il vous marchera dessus et cela ne peut pas se produire. Il n'existe aucun pays qui puisse se passer d'une armée. C'est une question sociale ; c'est une nécessité, donc ils sont ici et vont y rester. Depuis des temps immémoriaux, nous avons même des forces locales de sécurité qui protégeaient leur propre localité et leurs ressources contre l'invasion, l'invasion par d'autres êtres humains. Il est impensable de rester sans aucune défense. Vous serez vulnérable et vous perdrez tout.

ADF : Les officiels du symposium des chefs africains d'armée de l'air 2024 en Tunisie ont souligné le besoin de davantage de formation et d'un meilleur traitement du personnel féminin. Comment pensez-vous que le Kenya se comporte dans ce domaine ?

Général Omenda : Nous nous comportons très bien. Rappelez-vous que le Kenya est différent. En ce qui concerne les femmes en uniforme, nous sommes un cas particulier. Dès le début, nous avons des femmes militaires.

Les Forces de défense du Kenya ont été formées avec l'inclusion des femmes. Elles étaient dans une unité spécialisée à des fins spécialisées, et elles ont été spécifiquement rattachées à l'armée. Mais elles ont servi dans tous les services, dans la marine, l'armée de l'air, partout où elles étaient nécessaires. Toutefois, en 2002, un changement de politique a été instauré pour qu'elles s'intègrent à tous les services et revêtent un uniforme de service. Elles ont été dispersées et réparties selon certaines proportions. Aujourd'hui, chaque service recrute son propre personnel féminin en fonction de ses besoins, parce qu'une force armée est un service spécialisé. Et pour nous au Kenya, nous ne reconnaissons pas les quotas mais nous offrons aux femmes d'excellentes opportunités, en particulier si leur performance est bonne. Et sur ce point nous avons obtenu des résultats fantastiques. Les chiffres le confirment. En ce moment, ils sont très élevés par rapport aux normes africaines.



Le général Omenda a déclaré que l'Armée de l'air du Kenya apprend rapidement à réduire les « impacts du terrorisme ».

ARMÉE DE L'AIR DU KENYA

ADF : Certaines missions de maintien de la paix des Nations unies ont eu des difficultés récemment en Afrique. Que pensez-vous de l'avenir des missions de maintien de la paix en Afrique ?

Général Omenda : Les missions de maintien de la paix existent toujours parce que la paix et la sécurité font partie des besoins humains. Tant qu'il y aura des conflits, il y aura un besoin pour des missions de maintien de la paix, et donc des résolutions seront toujours adoptées par les Nations unies pour établir des missions de maintien de la paix dans toute zone de conflit. Toutefois, la clause qui déclare que le pays devrait être désireux d'accepter la mission est le plus faible maillon. Je prédis qu'il y aura un cas où la communauté internationale pourra forcer l'envoi d'une mission de maintien de la paix si cela est nécessaire. Si cela affecte la région et le monde, une décision devra être prise. L'avenir du maintien de la paix existe toujours et il y aura toujours un besoin, selon moi, tant qu'il y aura des conflits. □

UNE INFLUENCE à L'ÉCHELLE INDUSTRIELLE

PERSONNEL D'ADF



L'éducation militaire professionnelle en Afrique est seulement un élément de la machine chinoise visant à bâtir un nouvel ordre global

L'extérieur de l'école de leadership Mwalimu Julius Nyerere à Kibaha (Tanzanie) ressemble à toute autre institution d'enseignement supérieur. Son campus brille de nouveauté et incarne l'esprit des six grands mouvements de libération de l'Afrique australe qui ont contribué à sa création.

Toutefois, dans ses salles de classe, un type très particulier et délibéré d'instruction est offert, exudant la doctrine politique chinoise et conçu pour « prêcher et partager méthodiquement » le modèle de gouvernance du Parti communiste chinois (PCC) afin de développer son influence et de gagner des alliés sur le continent, selon Paul Nantulya, chercheur associé et spécialiste de la Chine au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA).

L'école a pris le nom du premier chef de gouvernement et chef d'état de Tanzanie, qui avait reçu cinq mandats. Son parti et cinq autres de la région ont co-fondé l'école. Ces partis sont toujours au pouvoir dans leur pays : Afrique du Sud, Angola, Mozambique, Namibie, Tanzanie et Zimbabwe. Ces six nations font toutes partie des anciens mouvements de libération d'Afrique australe.

L'école a été lancée avec l'aide du département de liaison internationale du PCC, qui a fourni une subvention de 40 millions de dollars pour sa construction, écrit M. Nantulya pour le CESA. Les fonctionnaires politiques chinois de Pékin y ont enseigné.

Par l'intermédiaire de l'école Nyerere et d'autres en Chine, l'Armée populaire de libération (APL) et le PCC essaient de capturer les cœurs et les esprits des militaires africains pour tenter d'incliner l'ordre mondial en direction de la Chine. L'éducation militaire professionnelle (EMP) est simplement un volet des efforts chinois visant à sous-traiter son modèle de « l'armée du parti » et obtenir un soutien militaire et politique sur le continent.

« Ce que la Chine souhaite réaliser, plus que toute autre chose, c'est une fondation constituée d'une base cohérente, fiable et favorable, déclare M. Nantulya à ADF.



Les fonctionnaires politiques de Pékin ont enseigné à l'école de leadership Mwalimu Julius Nyerere (MJNLS) de Kibaha (Tanzanie). MJNLS

[Cette base formerait] une fondation de groupes constitutifs de soutien dont elle pourrait profiter, en les recrutant comme et quand cela est nécessaire pour atteindre les objectifs politiques définis par le PCC. »

UNE ANALYSE DE L'EMP CHINOISE

La Chine a toujours abordé l'engagement en Afrique par des moyens politiques plutôt que par des démonstrations de détermination et de puissance militaire, a écrit M. Nantulya en 2023 pour l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP), au contraire de l'approche de l'ex-Union soviétique et de Cuba. L'URSS avait six bases en Afrique et fournissait des soldats, des conseillers et des armes lourdes. Cuba avait envoyé des dizaines de milliers de soldats en Angola et avait même participé aux combats là-bas.

La Chine a préféré une empreinte plus légère. En commençant avec l'Algérie en 1963, la Chine a envoyé des équipes médicales en Afrique chaque année. Les équipes étaient constituées de membres civils et militaires d'un total de 25 à 100 personnes, qui étaient affectées pendant deux ou trois ans d'affilée, écrit M. Nantulya. Pendant et après la Guerre froide, environ 40 équipes médicales de ce type étaient actives en Afrique à tout moment.

Pourtant, c'est au niveau de l'EMP que l'engagement africain de la Chine a été le plus prédominant au cours des vingt dernières années. La majeure partie de cet engagement est conduite en Chine dans trois types d'école :

1. Des institutions de commandement et académiques de niveau intermédiaire, telles que les collèges de commandement au sein des branches de service de l'APL.
2. Des écoles académiques professionnelles spécialisées telles que les universités médicales de l'APL, le centre chinois de formation au maintien de la paix et son centre de formation de police au maintien de la paix.
3. Des écoles de niveau stratégique telles que l'université de la défense nationale (UDN) de l'APL et ses composantes.

Au moins cinquante pays africains participent régulièrement à l'EMP chinoise, soit près de 93 % de tous les pays du continent. Avant la pandémie de Covid-19, l'APL éduquait chaque année environ 2.000 officiers militaires africains dans ses académies militaires et politiques, écrit M. Nantulya pour le CESA.

.....

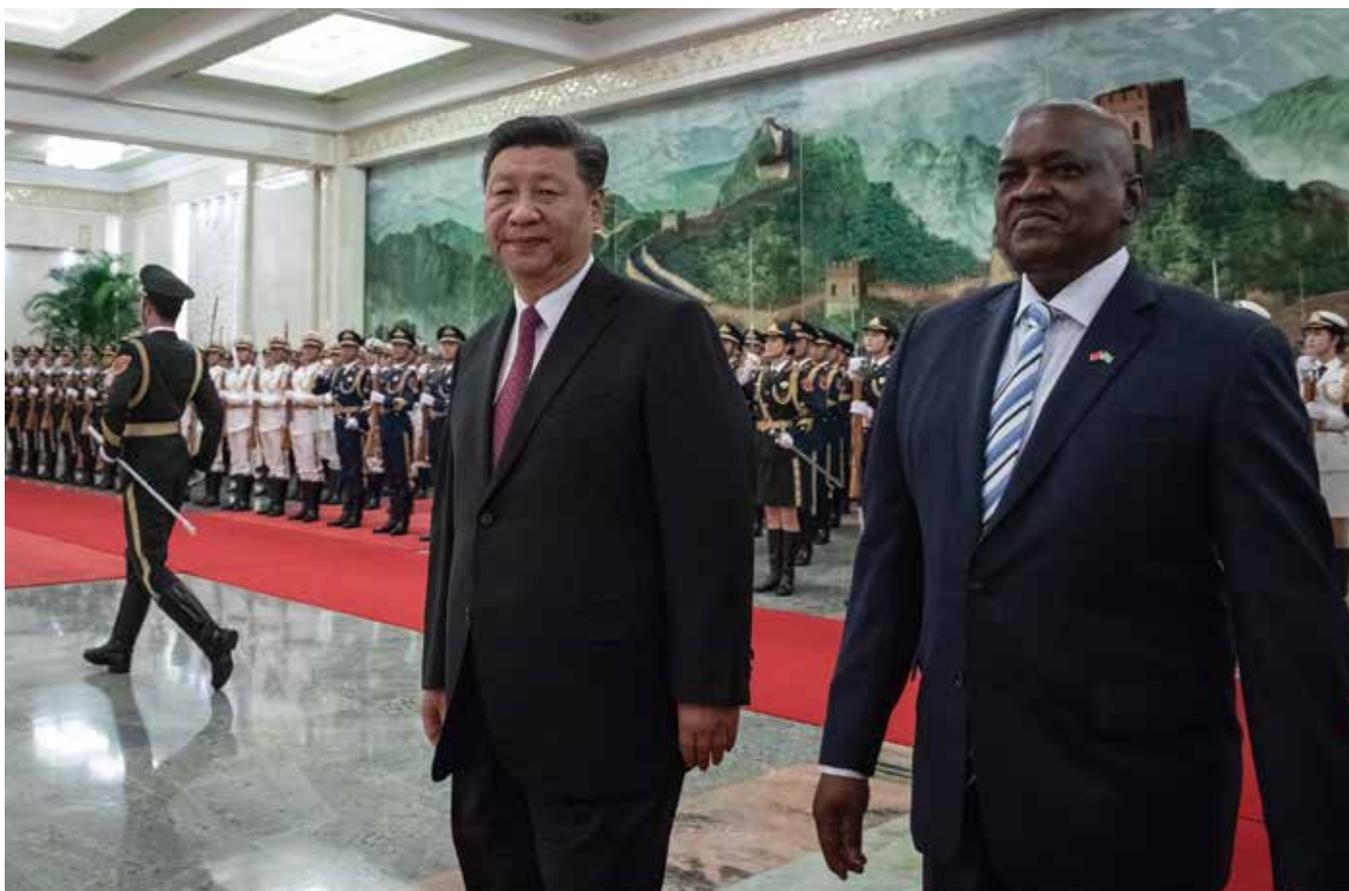
Le président chinois Xi Jinping et le président botswanais Mokgweetsi Masisi passent en revue la garde d'honneur de l'Armée populaire de libération à Pékin. GETTY IMAGES

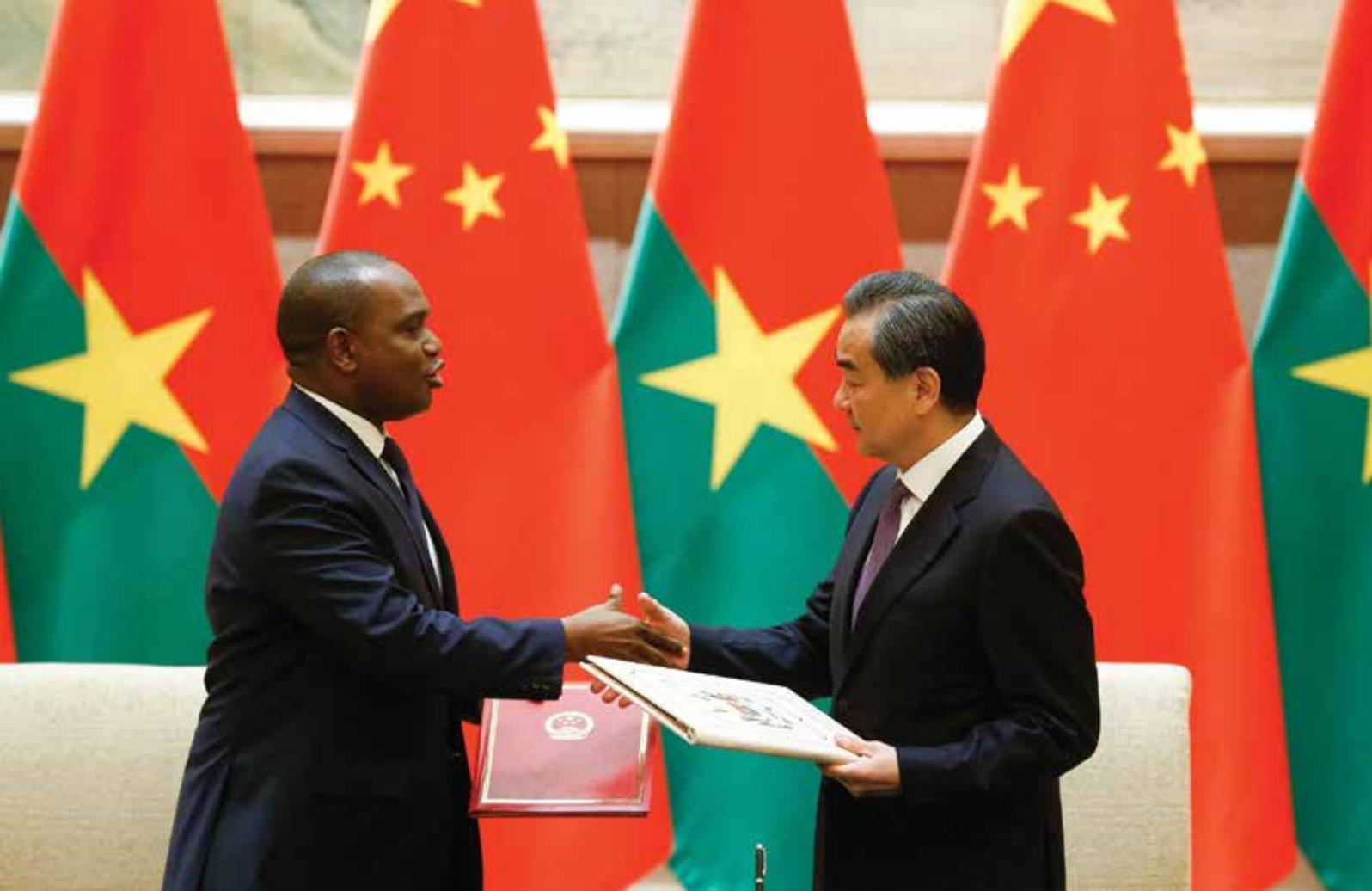
L'EMP chinoise se différencie beaucoup de l'enseignement occidental. Dans les écoles militaires des États-Unis et d'autres pays occidentaux, les animateurs de classe orientent les discussions des étudiants et utilisent la pensée critique pour améliorer l'apprentissage. Ils ne sont pas des « pourvoyeurs de mots », déclare M. Nantulya. En fait, certains officiers africains ne sont pas familiarisés avec cette liberté de critique et souhaitent des assurances que cela est acceptable.

Dans les écoles EMP chinoises, les étudiants n'ont pas le droit de questionner ou de critiquer le système chinois.

Le président chinois Xi Jinping, qui est chef de la Commission militaire centrale du PCC, a noté que « l'APL avait développé peu à peu une identité distincte hors du PCC et devait être réalignée », écrit M. Nantulya pour l'USIP. En novembre 2014, à la Conférence de travail politique des armées, M. Xi avait noté dix problèmes concernant l'idéologie, la loyauté envers le parti et la discipline, et il avait instauré de nouvelles directives pour « revitaliser l'engagement idéologique de l'APL envers le leadership du parti, qui détermine les consignes de base pour l'EMP chinoise ».

Dans les classes données aux officiers de haut rang, les étudiants africains sont séparés du personnel chinois. Les officiers africains et chinois apprennent les mêmes matières mais ils le font sur des campus séparés, vraisemblablement pour que le personnel chinois ne soit pas exposé à des idées non souhaitées. « Les officiers africains disent aussi souvent que la qualité





des programmes à ce niveau-là est inférieure à celle des États-Unis ou du Royaume-Uni sur les questions internationales, l'analyse critique et la stratégie de la sécurité nationale, écrit M. Nantulya pour le CESA. Dans les écoles américaines, les étudiants africains travaillent avec leurs collègues américains et peuvent critiquer leurs formateurs et proposer leurs propres perspectives. Cela n'est pas possible dans l'environnement chinois. »

« Vous ne pouvez pas comparer ce que j'ai fait ici à ce qu'ont fait mes collègues à l'UDN de l'APL », a déclaré à M. Nantulya un ancien étudiant du collège de la guerre de l'Armée de terre des États-Unis.

LE MODÈLE MILITAIRE CHINOIS

Les forces armées chinoises sont différentes des forces occidentales car elles forment une « armée de parti » et non pas une armée nationale. Cela veut dire que l'APL est une branche du PCC, et non pas du pays. D'autres forces armées, y compris de nombreuses autres d'Afrique, sont soumises au contrôle civil et aux constitutions nationales. De telles armées découragent la participation de leurs membres dans la politique de parti, en considérant que cela n'est pas conforme à des valeurs démocratiques et des relations civilo-militaires appropriées.

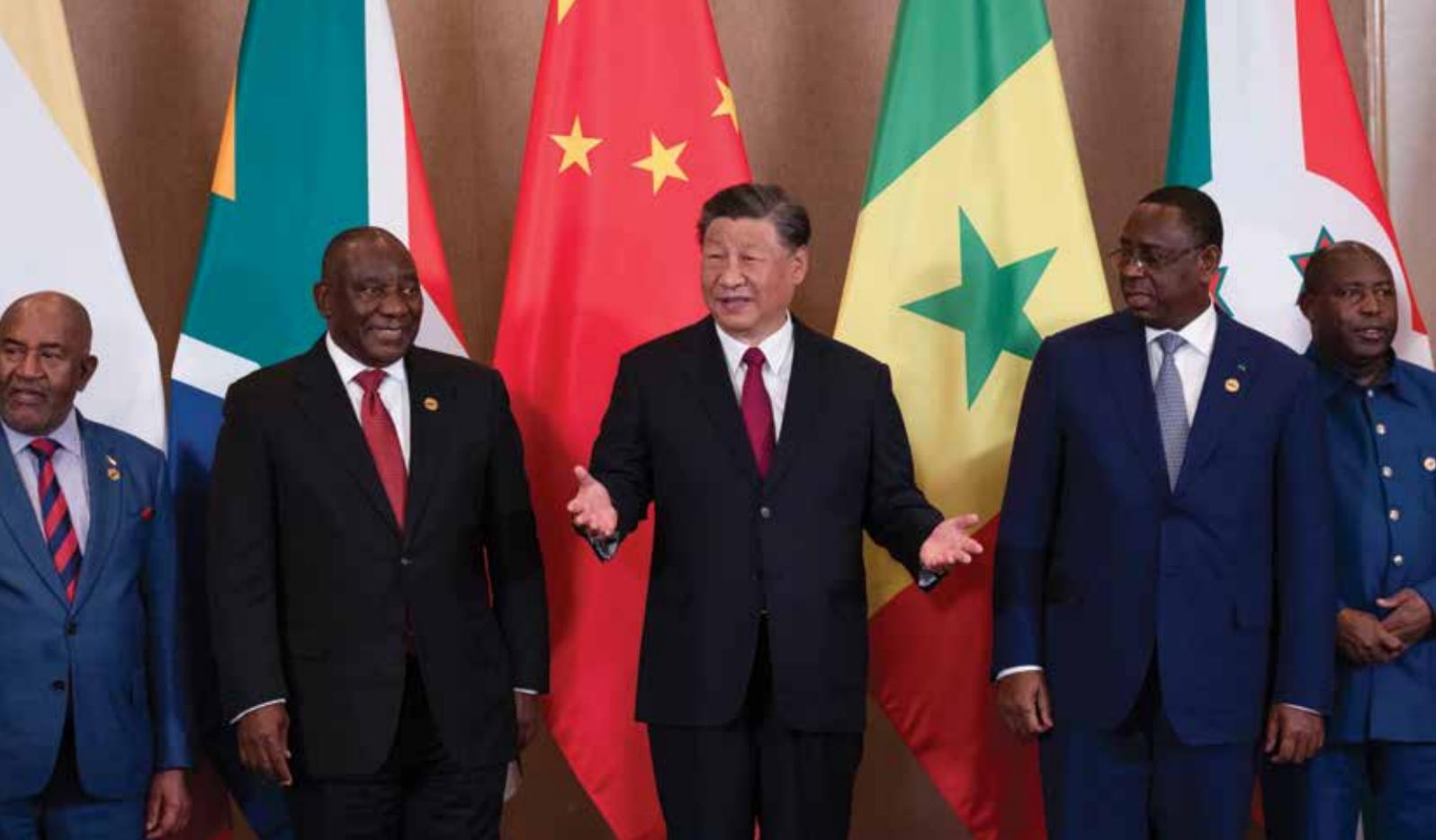
Les fonctionnaires politiques au sein de la Commission militaire centrale dirigent toujours les engagements de

Alpha Barry (à gauche), ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso à l'époque, et Wang Yi, ministre des Affaires étrangères de Chine, se serrent la main après la signature d'un accord établissant les relations diplomatiques en mai 2018. AFP/GETTY IMAGES

l'APL dans les pays africains. La commission est au même niveau que les départements qui traitent de la formation, la logistique ou autre.

La politique sera toujours le fer de lance de la Chine lorsqu'elle s'engage avec un pays africain. Les commissaires politiques seront en première ligne de tout effort, qu'il concerne les négociations de vente d'équipement militaire, la formation ou l'EMP. Cela s'appelle « le travail politique militaire », dit M. Nantulya. « Le travail de l'armée du parti, l'orientation de l'armée du parti, le modèle de l'armée du parti : tout ce que fait l'APL est filtré ainsi lorsqu'elle interface avec les autres. »

La Chine considère les antécédents de libération de l'Afrique australe comme un terrain fertile pour la propagation de sa philosophie de l'armée du parti. Le Zimbabwe est déjà connu pour avoir employé ses forces armées au service du parti au pouvoir. L'ex-président du Zimbabwe Robert Mugabe avait repris une citation de Mao Zedong en 2017 en disant : « la politique commandera toujours les armes ; aucune arme ne commandera jamais la politique ».



Cyril Ramaphosa (deuxième à partir de la gauche), président d'Afrique du Sud, et Xi Jinping (au centre) participent au dialogue de table ronde des leaders Chine-Afrique à Johannesburg en 2023. THE ASSOCIATED PRESS

.....

L'EMP chinoise, qui inclut souvent une instruction en salle de classe et une formation standard sur le terrain, fait avancer les principes de l'armée du parti et influence le personnel africain de plusieurs façons. Les participants africains apprendront les techniques de guerre conjointe, l'organisation des troupes, l'emploi de l'artillerie et autres tactiques, mais cette instruction sera incorporée au sein du contexte politique et enseignée par des officiers de l'APL chevronnés en formation politique et endoctrinement, déclare M. Nantulya.

Inversement, un grand nombre d'armées hautement performantes utilisent des modèles de formation qui soulignent le besoin de rester apolitique et loyal à la constitution de la nation plutôt qu'à un parti politique.

Le modèle chinois peut éroder les principes démocratiques et les relations civilo-militaires pertinentes, bien que le processus puisse être subtil et lent. Les délégations africaines constateront la dynamique politique en première ligne chaque fois qu'elles interfaceront avec l'APL. Ce résultat serait probablement obtenu dans les pays où il existe un « héritage de comportements latents qui attribuent aux forces armées un rôle de politique de parti », dit M. Nantulya. L'approche chinoise donne une approbation tacite à de telles tendances. Cette approche

est soulignée par les pays qui sont priorisés par l'APL, par exemple l'Érythrée et le Zimbabwe.

L'OBJECTIF ULTIME DE LA CHINE

La raison pour laquelle la Chine a priorisé l'Afrique australe pour l'emplacement de son unique institution EMP sur le continent n'est pas mystérieuse. Mais la Chine a des ambitions au-delà de cette région. En fait, elle a bâti des relations par l'intermédiaire de l'EMP et de la formation sur le continent. Même les pays qui ne partagent pas l'héritage révolutionnaire de la Chine sont attirés par l'EMP, simplement à cause de son accessibilité. Il existe une chose que la Chine offre et que beaucoup de pays occidentaux ne peuvent pas concurrencer : l'ampleur. La Chine offre simplement plus de places aux étudiants africains.

Un officier formateur africain a dit à M. Nantulya qu'on faisait pression pour qu'il forme autant de soldats que possible en cinq ans pour améliorer les normes et restaurer les forces armées. En fait, l'officier a déclaré qu'il avait parfois des difficultés à affecter les places offertes par la Chine parce qu'il ne pouvait pas se permettre d'envoyer tant de ressources humaines à l'étranger en même temps.

La Chine exploite cette dimension en formant autant d'Africains que possible, parfois en s'engageant plus d'une fois auprès du même personnel.

La Chine considère que l'ordre mondial actuel est hostile à ses ambitions. Dans toute l'Afrique, toute l'Asie du Sud et toute l'Amérique latine, la Chine veut donc bâtir une fondation de soutien qu'elle pourra employer pour



l'aider à offrir une alternative au système actuel.

Ses efforts ne se limitent pas aux pays d'Afrique australe qui partagent des antécédents de libération, dit M. Nantulya. La Chine a formé des centaines de militaires en provenance de tout le continent, y compris les pays démocratiques dont les valeurs politiques sont contraires à la philosophie autocratique d'une armée politique. Lorsqu'il existe une opportunité pour communiquer le modèle idéologique chinois, l'APL l'utilise.

Malgré les milliers de stagiaires africains, la Chine nécessite seulement qu'un petit pourcentage (peut-être 2 % par an) retourne avec un point de vue positif du pays, dit M. Nantulya. Seulement quelques dizaines de gens bien placés feront la différence et seront suffisants pour infecter une institution.

« Ils y investissent beaucoup ; puis, ce qui se passe, c'est qu'au fil des ans ils identifieront ceux qui continuent à avoir ce sentiment positif, et ils continueront à les inviter, ils continueront à les engager, ils continueront à leur donner des opportunités, etc. »

Le modèle chinois commence par un effort exhaustif de l'APL, mais il s'amplifie et prend pour cible des personnes particulières.

Ce cycle EMP est une composante du moteur d'influence chinois. Les soldats et les officiers sont formés dans des écoles qui avancent l'idéologie et la doctrine de la Chine. En même temps, la Chine cherche une influence politique et un levier financier grâce à ses projets d'infrastructure dans le cadre de la BRI (Nouvelle Route de la soie).

Des soldats ougandais participent à une classe d'ingénierie enseignée par les soldats ougandais et les fusiliers marins des États-Unis au Camp Singo (Ouganda) en 2019.

SERGEANT BETHANIE RYAN/CORPS DES FUSILIERS MARINS DES ÉTATS-UNIS

À mesure que les gouvernements africains dépendent de plus en plus de la Chine pour ces deux entreprises, certains militaires africains peuvent trouver des opportunités pour faire avancer leur carrière, en renforçant une relation croissante avec la Chine. Le cycle d'influence s'étend et la Chine peut l'exploiter dans les forums internationaux, par exemple aux Nations unies.

Le Burkina Faso en offre un exemple. Il y a plusieurs années, le pays avait sollicité une assistance pour des projets d'infrastructure mais il n'avait pas l'argent pour les financer. La Chine a offert d'enrôler le pays dans la BRI, avec une condition : le Burkina Faso devait adopter la position de la Chine sur le statut de Taïwan, question géopolitique épineuse. En 2018, après 24 années de relations diplomatiques avec Taïwan, le Faso a mis fin à cette relation et, à sa place, il a reconnu Pékin.

« Le Burkina Faso et la Chine ont participé à cette danse, dans laquelle la Chine avait besoin d'un allié, le Burkina Faso avait besoin d'un financement, et ils ont donc été capables de se rejoindre à mi-chemin, dit M. Nantulya. Mais après la signature de l'accord de BRI, nous avons commencé à constater que les soldats du Burkina Faso se rendaient en Chine pour suivre une formation militaire. Vous pouvez donc voir comment cela fonctionne. » □

La Force de police somalienne célèbre ses 80 années

PERSONNEL D'ADF

La Somalie continue à assumer une part de plus en plus grande de sa sécurité nationale, et son ancienne force de police a commémoré un jalon important. La Force de police somalienne, créée le 20 décembre 1943, a célébré son 80ème anniversaire en grande pompe et avec un défilé. Le général Sulub Ahmed Firin, chef de la Force de police somalienne, a déclaré aux participants à la célébration qu'il était « privilégié de féliciter tous les rangs de la Force de police nationale alors que nous commémorons le 80ème anniversaire de sa création », selon Halqabsi News. Le général Firin a aussi remercié les policiers pour leur engagement envers la protection continue des gens et des biens. Le jour suivant, le général Osman Abdullahi Mohamed (Kaniif), commissaire adjoint de la force, a accueilli son homologue de la Police fédérale d'Éthiopie, Musfin Abebe Badeye. Ils ont tous deux parlé de la coopération entre les deux forces, en particulier concernant la sécurité des frontières, la prévention du crime et le contre-terrorisme. Ils ont aussi discuté des défis régionaux de la sécurité, selon la Somali National News Agency.



Les unités tactiques de la Force de police somalienne (à droite) et la fanfare de la police défilent lors d'une cérémonie pour commémorer le 80ème anniversaire de la force à Scuola Policia de Mogadiscio le 20 décembre 2023. AFP/GETTY IMAGES

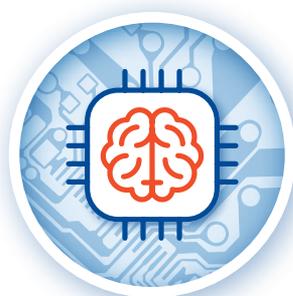


LA MAÎTRISE

d'un

*NOUVEL
OUTIL*





Les avancées de l'IA changeront la dynamique des conflits sur les champs de bataille et ailleurs

PERSONNEL D'ADF

Il est possible que l'Afrique ait déjà enregistré sa première expérience d'intelligence artificielle (IA) sur un champ de bataille vers la mi-2020. À l'époque, des drones autonomes Kargu-2 de fabrication turque ont traqué et tué des membres des forces du Field Marshal libyen Khalifa Haftar alors qu'elles battaient en retraite après l'échec du siège de Tripoli, selon des rapports.

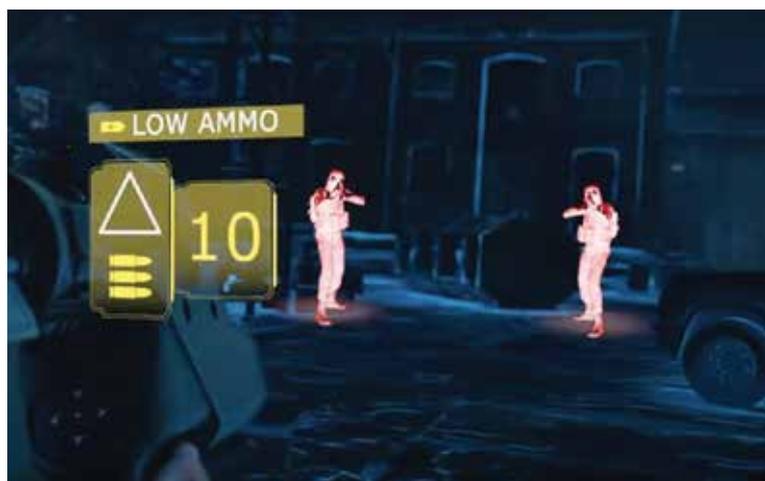
Bien que la nature exacte de l'attaque reste contestée (certains observateurs questionnent si les drones étaient réellement autonomes), un nombre croissant d'experts prédisent que l'IA jouera un rôle de plus en plus important en Afrique, sur les champs de bataille et ailleurs.

Abdul-Hakeem Ajijola, président du groupe d'experts en cybernétique de l'Union africaine, a récemment déclaré au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) : « L'IA ne va pas arriver en Afrique, elle y est déjà. Et il est probable que son rôle croîtra au cours des prochaines années. »

Alors que l'emploi de l'IA augmente, les gouvernements et les organes de réglementation n'adoptent pas rapidement les règles nécessaires pour le régir.

« En ce qui concerne la politique de l'IA, aucun pays au monde n'est préparé », déclare à ADF Rob Floyd, directeur de l'innovation et de la politique numérique pour l'Africa Center for Economic Transformation, basé au Ghana.

Plus de 2.400 organisations africaines travaillent déjà avec l'IA dans plusieurs secteurs, depuis l'agriculture et la santé jusqu'à la police et la sécurité. L'IA surveille les récoltes pour déceler les maladies, guide les drones



Cette image montre comment l'IA peut être associée à un fusil pour fournir au soldat des informations de combat exploitables en temps réel. REUTERS

qui livrent des médicaments dans les villages distants et analyse les foules pour détecter les terroristes potentiels. La capacité de l'IA pour étudier rapidement de grandes quantités de données et trouver des tendances fait de la technologie un outil utile, selon M. Ajijola et d'autres experts.

Ceci dit, la signification exacte de l'IA, comme la technologie proprement dite, continue à évoluer.

« Il n'existe pas de consensus en ce moment sur la définition de l'intelligence artificielle », a récemment déclaré au CESA Nokuthula Olorunju, associée de recherche chez Research ICT Africa. « Nous la découvrons peu à peu. »

La technologie actuelle de l'IA s'étend du domaine ponctuel, par exemple les systèmes en ligne qui fournissent des mises à jour en temps réel de la circulation, jusqu'à l'IA générative telle que le ChatGPT, qui peut créer des contenus de texte, vidéo et audio pouvant être utilisés pour propager la désinformation et intensifier les conflits.

Il existe un point sur lequel les chercheurs de l'IA sont d'accord : comme l'électricité, l'Internet ou un véhicule 4x4, l'IA est un outil qui peut être bon ou mauvais, selon les humains qui l'emploient.

Adoption de l'intelligence artificielle en Afrique



75+ Entreprises en Afrique utilisant l'intelligence artificielle :

Inclus

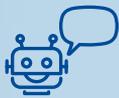


Données et analytique

Création de produits analytiques intelligents



22



Bots, chatbots et assistants virtuels

Création de technologies de face avant telles que les bots et les assistants virtuels



16



Vision

Création de systèmes de vision améliorés par l'IA tels que les caméras intelligentes



16



Reconnaissance de langue ou de texte

Développement de systèmes intelligents fonctionnant avec l'IA



7



Plateformes ou centres IA

Soutien aux start-ups créant des produits ou des services fonctionnant avec l'IA



7



Santé et diagnostics

Fournissant des services de soins de santé basés sur l'IA



6



Services professionnels et développeurs IA

Fournissant un soutien et un relookage IA



6



Robotique

Création de robots et autres machines facilitées par l'IA



4

Non inclus



Drones

Organisations qui construisent ou fournissent uniquement des services de drone

« La frayeur concernant l'IA est due à la prolifération des dommages constatés, provoqués par l'utilisation de l'IA, selon Mme Olorunju. Elle a trait aux questions de sûreté et de sécurité qui se posent lorsque l'IA peut agir librement. En ce moment, l'IA existe dans une zone juridique grise et la loi n'est pas capable de suivre sa marche. »

L'IA et l'analyse

Les experts de l'IA se précipitent pour noter que la technologie ne va pas remplacer le savoir, l'intuition et la créativité des humains.

« C'est en fait une reconnaissance des formes », déclare M. Ajijola. Le point culminant de l'ensemble des capacités de l'IA pourrait être ses aptitudes pour séparer le bon grain de l'ivraie numérique volumineuse, rapidement, efficacement et à une échelle que les êtres humains ne pourront jamais atteindre.

Que les données représentent des communications terroristes, des lectures radar du trafic des navires ou des mouvements des braconniers dans les zones de faune sauvage, les capacités de l'IA pour reconnaître les formes fournissent aux utilisateurs humains des données qui rendent les actions des forces de sécurité plus précises et moins risquées.

Dans le parc national de Liwonde (Malawi) par exemple, le logiciel EarthRanger fonctionnant avec l'IA étudie les modes de braconnage dans le parc et, en utilisant une analytique prédictive, il avertit les gardes forestiers des hausses potentielles d'activité pour qu'ils puissent déployer leur stratégie anti-braconnage.

Les « caméras de braconnage » du système peuvent trier les humains et les animaux dans le parc, ce qui permet aux gardes d'identifier les braconniers sans nécessité d'affronter le danger.

La Marine nigériane a commencé à intégrer l'IA dans ses systèmes pour renforcer ses capacités opérationnelles et suivre l'évolution de la technologie.

Le vice-amiral Emmanuel Ogalla, chef d'état-major de la Marine nigériane, déclare que l'IA peut prédire le mode de navigation le plus économe en carburant. En l'intégrant dans les opérations radars ou les autres systèmes de détection des menaces d'un navire, elle peut aider les opérateurs à traiter plus rapidement les informations et mieux comprendre comment répondre à une menace en mer. De cette façon, l'IA peut améliorer la capacité de la marine pour combattre la pêche illégale et le trafic de drogues dans le golfe de Guinée, selon les experts.

L'amiral Ogalla souligne aussi un autre avantage que l'IA fournit à la Marine nigériane : la maintenance prédictive. À mesure que l'IA surveille les systèmes des navires, elle peut identifier les pannes d'équipement potentielles et avertir l'équipage du besoin d'entretien, en décelant les problèmes dès leur apparition. Cela assurera que les navires soient prêts plutôt que de rester au mouillage pour attendre les réparations.

« La Marine nigériane doit continuer à adopter et intégrer ces technologies afin de conserver un avantage

La capacité de traitement et de reconnaissance des formes de l'IA permet aux analystes de se concentrer sur la planification et la stratégie plutôt que de passer leur temps à trier des piles de données.

concurrentiel dans ses opérations », a déclaré l'amiral au journal nigérian Leadership.

Pour M. Ajjola, la capacité de traitement et de reconnaissance des formes de l'IA permet aux analystes de se concentrer sur la planification et la stratégie plutôt que de passer leur temps à trier des piles de données.

« Nous devons trouver des moyens de faciliter la tâche des analystes pour qu'ils deviennent plus efficaces », déclare-t-il.

Sur le champ de bataille

Mieux peut-être que toute autre technologie qui emploie l'IA, les véhicules aériens sans humain à bord (UAV ou drones) représentent la promesse et la menace qui accompagnent l'IA. Sur ce point, une course aux armements propulsée par l'IA pourrait déjà exister en Afrique, alors que les forces armées remplissent leurs dépôts avec la technologie des drones pour l'ajouter aux forces terrestres et maritimes.

« Malgré des appels mondiaux pour une interdiction d'armes similaires, la prolifération des systèmes tels que le Kargu-2 [drone d'attaque à voilure tournante] ne fait sans

La Marine nigériane conduit une patrouille fluviale de sécurité maritime en janvier 2024 dans le delta du Niger. La Marine a dit qu'elle espère employer l'IA prédictive pour améliorer la maintenance des bateaux. MARINE NIGÉRIANE



La Marine nigériane se prépare à utiliser un drone-hélicoptère dans un rôle de sécurité maritime en 2024. L'IA peut améliorer le traitement des données recueillies par les UAV pendant la reconnaissance. MARINE NIGÉRIANE

doute que commencer », écrivaient les analystes Nathaniel Allen et Marian « Ify » Okpali pour la Brookings Institution en 2022.

Les forces armées africaines ont acheté ou commandé le Kargu-2 et le Bayraktar TB2, autre drone plus grand de fabrication turque. La liste des pays qui ajoutent des drones turcs à leurs arsenaux inclut l'Éthiopie, le Maroc, le Rwanda et le Togo.

Bien que les fabricants actuels de drones ne vantent pas publiquement leurs capacités IA, ils mettent déjà en avant la génération suivante de drones, qui utilisera certainement l'IA.

Le groupe Paramount d'Afrique du Sud a introduit son système de drone N-Raven guidé par l'IA en 2021, avec une capacité d'attaque en essaim. Bien que les UAV puissent être employés pour des fonctions de reconnaissance, chacun est suffisamment grand pour transporter une charge utile de 15 kilos, ce qui offre la possibilité d'une attaque de plusieurs drones coordonnés entre eux pour détecter et éliminer les cibles tout en paralysant les défenses de ces cibles.



« Ce sont de nouvelles machines de guerre », déclare M. Ajijola. Les experts disent que l'emploi des drones fonctionnant avec l'IA et des armes similaires, automatisées et à parcours libre, soulève une question importante : qui est responsable de leurs actes ?

« En fin de compte, où s'arrête la chaîne de responsabilité ? déclare Mme Olorunju. Qui est tenu responsable ? Qui assume la responsabilité ? Est-ce le pays ? Le fabricant ? »

Les observateurs déclarent que le moment viendra où la technologie de l'IA se retrouvera entre les mains des insurgés, lesquels pourraient alors l'utiliser pour terroriser les communautés ou attaquer les institutions gouvernementales sans exposer leurs propres combattants. Les groupes terroristes tels que Boko haram ont utilisé des drones (sans IA) pour des fonctions de reconnaissance et pour filmer les batailles avec les forces gouvernementales.

« Les acteurs non étatiques adopteront eux-mêmes ces technologies et découvriront des façons astucieuses de les exploiter ou de les neutraliser, écrivent le professeur Allen et Mme Okpali. L'intelligence artificielle sera utilisée de concert avec des inventions similairement influentes mais moins tape-à-l'œil telles que l'AK-47, le technical et l'EEL, pour faciliter de nouvelles tactiques qui tirent profit des tendances vers de meilleures capacités de détection et une meilleure mobilité, ou qui exploitent ces tendances. »

Les défis

La possibilité pour les extrémistes d'adopter des armes fonctionnant avec l'IA est l'un des nombreux défis auxquels les pays africains font face, à mesure que l'utilisation de l'IA augmente sur le continent.

À mesure que les technologies comme l'IA se développent, cela fait grimper la menace sur la cybersécurité, écrit le chercheur Emmanuel Arakpogun dans une étude publiée par l'université de Northumbria.

« Les acteurs étatiques ou individuels pourraient paralyser l'infrastructure d'une façon qui menace l'existence d'un pays », écrit-il.

Les attaques guidées par l'IA contre l'infrastructure critique telle que l'alimentation électrique, l'approvisionnement en eau ou l'industrie bancaire pourraient se produire à une vitesse et avec une fréquence que les équipes de cybersécurité humaines auraient des difficultés à émuler. Les chercheurs déclarent que les systèmes IA pourraient combler cette lacune, en surveillant les systèmes en permanence et avertissant leurs homologues humains lorsque des activités suspectes se produisent.

Au-delà de l'infrastructure physique, les pays font face à des attaques guidées par l'IA contre leur infrastructure démocratique. Les systèmes IA génératifs peuvent déjà créer des vidéos dites « deepfake » (hypertruquées) avec des articles d'actualité faux mais réalistes et d'autres contenus visant à inciter les conflits, saper les leaders et semer les doutes et la violence dans les sociétés.

« Les missiles de croisière peuvent détruire un édifice mais l'IA peut "pirater" l'électorat pour convaincre les

pays d'élire les mauvais acteurs », déclare M. Ajijola.

Et ce qui complique encore plus les choses, c'est que « l'IA générative laisse peu d'empreintes », selon les propos récents de Melissa Fleming, chef des communications globales des Nations unies. « L'IA générative a un potentiel énorme de manipulation des votes. »

Les experts conviennent que les gouvernements africains peuvent employer l'IA pour se défendre contre les attaques en ligne mais ils notent aussi que l'Afrique doit effectuer un rattrapage en termes d'éducation des programmeurs chevronnés et de financement des projets. Toutefois, ceci est en train d'évoluer.

Le Centre africain de recherche sur l'intelligence artificielle, financé par l'ONU, qui a récemment ouvert ses portes à Brazzaville (République du Congo), s'ajoute à une liste croissante d'institutions, du Maroc à l'Afrique du Sud et du Ghana au Rwanda, qui cherchent à développer une capacité africaine locale pour répondre à la promesse et aux menaces de l'IA.

L'IA fabriquée en Afrique a le potentiel de créer des emplois pour des millions de personnes sur le continent, déclare Rob Floyd. Avec des innovations facilitées par l'IA en agriculture, infrastructure, dépenses gouvernementales et plus encore, ceci pourrait réduire les conflits sur les ressources, qui nourrissent l'insécurité en Afrique, dit-il.

« Si les gens sont plus productifs et les ressources sont employées de façon plus productive, on espérerait que la société soit plus harmonieuse », déclare-t-il à ADF.

Parmi les 2.400 sociétés africaines engagées dans l'IA, plus de 40 % sont des start-ups qui ont déjà reçu des centaines de millions de dollars sous forme de financement de démarrage. Ceci est une petite fraction des 79,2 milliards de dollars dépensés dans le monde sur l'IA en 2022, et une grande partie de ce financement a servi à développer la technologie financière au Nigeria, plateforme de la fraude financière en ligne, selon Emmanuel Arakpogun.

Bien que le Nigeria ait attiré le montant le plus élevé de capital d'investissement lié à l'IA, l'Afrique du Sud a engendré le plus grand nombre d'entreprises engagées dans l'IA, suivie par le Nigeria et le Kenya. L'Égypte, le Ghana, la Tunisie et le Zimbabwe sont parmi les grands pionniers de l'IA sur le continent.

« Afin d'éviter une répétition des opportunités manquées des révolutions industrielles précédentes, qui ont laissé des traces négatives pour les pays africains, les gouvernements doivent créer un environnement facilitateur pour que ces start-ups de l'IA prospèrent et accélèrent le développement socio-économique de l'Afrique », écrit le Dr Arakpogun.

L'avenir

Alors que les pays africains adoptent la perspective d'une relation future avec l'IA, il est impératif qu'ils développent des stratégies pour adresser les aspects positifs et négatifs de la technologie, selon les experts.

Maurice a montré la voie en 2018 lorsqu'elle a publié



« Afin d'éviter une répétition des opportunités manquées des révolutions industrielles précédentes, qui ont laissé des traces négatives pour les pays africains, les gouvernements doivent créer un environnement facilitateur pour que ces start-ups de l'IA prospèrent et accélèrent le développement socio-économique de l'Afrique. » ~ Emmanuel Arakpogun, chercheur

sa stratégie IA nationale, en décrivant la technologie comme créatrice d'un nouveau pilier de développement pour les décennies futures. D'autres pays africains ont suivi, bien qu'aucun n'ait atteint le niveau de préparation de Maurice.

En 2002, Oxford Insights a donné à chaque pays une note de 1 à 100 pour son état de préparation à utiliser l'IA dans la livraison des services publics. Maurice, qui a reçu une note de 53,8, et l'Afrique du Sud (47,74), l'Égypte (49,42) et la Tunisie (46,81) sont les seuls pays africains à excéder la moyenne mondiale de 44,6.

Le groupe africain de travail sur l'IA espère bâtir une stratégie unifiée pour le continent, étape importante pour encourager les pays à mettre en commun leurs données afin d'optimiser les systèmes IA.

« L'un des plus grands défis en Afrique est la qualité des données et leur accès, déclare Rob Floyd. Les données économiques sont souvent obsolètes de plusieurs années. »

Plus de 2.400 entreprises africaines, dont un grand nombre sont des start-ups, travaillent pour développer la technologie de l'IA alors que les gouvernements et l'industrie vont de l'avant avec des instituts de recherche et des événements tels que le salon annuel **AI Expo Africa**. AFP/GETTY IMAGES

Le Plan directeur IA pour l'Afrique de l'Union africaine, développé en 2021, définit les opportunités et les défis de l'utilisation de l'IA et propose des principes clés pour guider son emploi à l'avenir. Toute stratégie IA développée par les pays africains doit refléter les valeurs africaines, et non pas « couper et coller » d'autres stratégies, selon les experts.

« Ce n'est pas une théorie. cela ne se passe pas dans une autre partie du monde, déclare M. Ajijola. Nous devons déterminer les philosophies africaines qui guideront le développement de l'IA sur le continent. L'héritage ultime de la révolution numérique en matière de sécurité sera la façon dont elle sera utilisée. » □

Les missions de maintien de la paix
de l'ONU affrontent de nouvelles

ÉPREUVES

Les détracteurs déclarent que les missions futures devront s'adapter pour offrir de meilleurs résultats aux pays hôtes

PERSONNEL D'ADF





Les deux dernières années ont été difficiles pour les Casques bleus. La mission au Mali a pris fin brusquement. La mission en République démocratique du Congo a commencé à se dissoudre et les missions en République centrafricaine et sur la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud continuent à faire face à des défis.

Dans une étude de 2023, le chercheur-professeur Cedric de Coning de l'Institut norvégien des affaires internationales note qu'aucune nouvelle mission de maintien de la paix de l'ONU n'a été déployée depuis 2014, à l'exception de quelques missions politiques spéciales. Les missions au Mali, en RCA et en RDC n'ont pas été capables de « protéger les civils en fonction des attentes suscitées par leur mandat ».



Des Casques bleus en patrouille dans une rue de la Côte d'Ivoire en 2011. La mission de treize ans a pris fin en 2017. REUTERS

Des dizaines de personnes déplacées dans la République démocratique du Congo se réunissent le long de la clôture d'une base établie par les Casques bleus en 2021.

AFP/GETTY IMAGES

Les responsables onusiens déclarent que certaines parties prenantes ont questionné au cours de l'an dernier si les missions de maintien de la paix de l'ONU auraient un avenir quelconque. IPI Global Observatory dit qu'il y avait un « sentiment prédominant selon lequel l'ONU ne déploierait plus de grandes opérations multidimensionnelles de maintien de la paix, dont la taille serait réduite au profit d'une présence politique avec des empreintes plus légères ». Une réunion du ministère du maintien

Des gardiens de la paix sénégalais sortent d'un transport de troupe blindé pour conduire une patrouille à Gao (Mali). AFP/GETTY IMAGES



de la paix de l'ONU en décembre 2023 a montré que de nouvelles approches sont nécessaires, bien qu'il existe toujours un soutien pour les missions de maintien de la paix en cours et nouvelles.

Les raisons de l'échec des missions sont complexes. Les critiques déclarent que les missions sont parfois considérées comme des extensions des forces armées des pays hôtes et blâmées pour les carences de celles-ci. Les gardiens de la paix ont parfois des problèmes pour s'adapter aux changements de la dynamique politique et culturelle. Les groupes tels que le groupe Wagner de mercenaires russes (qui s'appelle aujourd'hui l'Africa Corps) se sont immiscés dans les opérations de paix et ont propagé la désinformation. Le financement est aussi un problème puisque les missions de paix qui durent plusieurs années peuvent coûter des milliards de dollars.

L'ONU a eu des succès en conduisant des missions de maintien de la paix dans des lieux tels que la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone. Mais les échecs de ses missions au Mali et en RDC la forcent à réévaluer comment elle mènera ses missions futures.

« Au cours des années, les mandats onusiens de maintien de la paix se sont étendus et les responsabilités des gardiens de la paix sont parfois devenues incertaines », écrivent Claire Klobucista et Mariel Ferragamo pour le Council on Foreign Relations en 2023. Leur rapport inclut

une étude du professeur Theo Neethling de l'université de l'État-Libre, qui remarque que certaines opérations de maintien de la paix en Afrique, plutôt que de surveiller la paix comme l'ont convenu les parties au conflit, reçoivent des demandes de protection des installations et de l'infrastructure tout en conduisant une contre-insurrection.

Mais les études montrent toujours que les missions de maintien de la paix sauvent la vie. Mmes Klobucista et Ferragamo notent que Lise Howard de l'université de Georgetown a découvert que « les gardiens de la paix sont liés à moins de décès civils ; un plus grand nombre de gardiens de la paix, en particulier des gardiens de la paix plus diversifiés, se traduit par moins de décès civils et moins de décès de soldats ». Un groupe d'experts a modélisé des scénarios avec et sans intervention et a découvert que les missions de maintien de la paix sont finalement une mesure économique dont les contributions en vue de l'atténuation des conflits et la prévention de leur propagation sont sous-estimées. Jean-Pierre Lacroix, chef des opérations de paix de l'ONU, affirme également que les missions sont mal appréciées.

« [Les Casques bleus] ont aidé beaucoup de pays à naviguer avec succès sur la voie difficile entre la guerre et la paix, du Liberia et de la Namibie au Cambodge, à la Sierra Leone, au Timor oriental et dans beaucoup d'autres pays », déclare M. Lacroix à Deutsche Welle. Il ajoute que

les opérations de l'ONU ont d'excellents antécédents pour empêcher et réduire la violence, et pour empêcher les guerres de se répéter.

L'HEURE DU CHANGEMENT

L'ONU sait depuis quelque temps qu'elle doit changer. En 2018, elle a lancé l'initiative de l'action pour le maintien de la paix (A4P), mise à jour en 2021. Cette initiative inclut aujourd'hui des priorités pour les missions futures :

La cohérence collective du soutien à une stratégie politique. La stratégie doit englober la mission et les partenaires clés, notamment les organisations régionales, les pays membres, les institutions financières internationales et les agences de l'ONU. Les missions emploieront aussi leurs pouvoirs de convocation pour mettre en jeu les ressources collectives de tous les partenaires.

La responsabilisation envers les gardiens de la paix. Le besoin existe pour faire avancer les efforts d'amélioration de la sécurité, des conditions de vie et de bien-être des gardiens de la paix.

La responsabilisation des gardiens de la paix. Le focus doit concerner la conduite et la discipline, en mettant l'accent sur la prévention, la mise en application, les mesures correctives et le renforcement du soutien aux victimes de l'exploitation et de l'abus sexuel. La responsabilisation doit inclure l'empreinte environnementale des missions et elle



Un membre de la Force nationale de défense d'Afrique du Sud lève un drapeau pendant une cérémonie commémorant la Journée internationale des Casques bleus à Bloemfontein (Afrique du Sud) le 29 mai 2023. REUTERS

doit également reconnaître la bonne performance.

Les communications stratégiques. Elles doivent être intégrées dans les cycles de planification et la gestion des risques pour promouvoir le succès et gérer les attentes.



Des Casques bleus éthiopiens en patrouille à Abiyé, territoire contesté entre le Soudan et le Soudan du Sud. AFP/GETTY IMAGES



Les Casques bleus du Rwanda attendent pour escorter des membres du Conseil de sécurité des Nations unies qui arrivent à l'aéroport de Djouba (Soudan du Sud). THE ASSOCIATED PRESS

Une emphase renouvelée doit être placée sur la lutte contre la désinformation, la désinformation et les discours haineux.

La coopération avec les pays hôtes. L'engagement constructif reste au cœur des solutions politiques en

améliorant la sûreté et la sécurité des gardiens de la paix, en renforçant la performance et en soutenant les transitions réussies.

L'initiative inclut aussi deux « thèmes croisés » : le programme Femmes, Paix et Sécurité, et le « maintien de la paix innovateur, basé sur les données et habilité par la technologie ».

« LA PAIX NE PEUT PAS ÊTRE IMPOSÉE »

Les missions de maintien de la paix n'exigent pas que des négociations de paix soient en cours. Toutefois, le professeur de Coning conclut que les missions de maintien de la paix futures auront une meilleure chance de réussir dans les pays où un processus de paix viable est établi. Il déclare que les missions futures devront commencer par un plan de projet politique en cours, en notant que « la paix ne peut pas être imposée ».

Certaines missions de maintien de la paix se sont concentrées davantage sur la stabilisation que sur le maintien de la paix, remarque le professeur. Une vraie mission de maintien de la paix devrait être centrée sur le maintien d'un cessez-le-feu ou la mise en œuvre d'un accord de paix avec le consentement de toutes les parties au conflit. Il déclare que dans les missions de stabilisation, la perception semble être que le pays hôte est le seul bénéficiaire, alors que les dissidents et les rebelles sont l'ennemi.



Les Casques bleus récupèrent des cadavres d'une zone près du lieu où un convoi a été attaqué à Nyiragongo dans la province du Nord-Kivu (République démocratique du Congo). THE ASSOCIATED PRESS

Il dit que les missions de maintien de la paix du futur devront être plus indépendantes des forces de sécurité du pays hôte, sans être considérées simplement comme une capacité additionnelle des forces armées du pays. Il avertit aussi d'un phénomène appelé le « dilemme de la stabilisation », où une baisse des hostilités réduit la motivation des parties pour négocier.

De nombreuses missions antérieures de maintien de la paix n'avaient pas de mandat ou de capacité pour neutraliser complètement les groupes rebelles armés. Elles infligeaient plutôt des dommages à ces groupes, en les laissant « perturbés mais non vaincus ».

DES IDÉES POUR LES NOUVELLES MISSIONS

L'ONU continue à chercher comment améliorer les missions de paix. Dans son étude intitulée « L'avenir des opérations de paix de l'ONU dans un environnement de conflit changeant », le chercheur onusien Adam Day offre des suggestions sur la façon de repenser les missions futures :

Se préparer pour le long terme. Le Dr Day note que la durée de vie moyenne des opérations de paix a augmenté régulièrement au cours des trente dernières années. Aujourd'hui, il existe des missions qui sont déployées depuis des années et qui ont peu de chance de produire une paix nette et durable. Comme le remarque la Banque mondiale, le type de transformation sociale et politique nécessaire pour transitionner vers le succès démocratique nécessite des dizaines d'années. L'établissement des dates limites et des périodes de mandat pour ces missions est utile uniquement pour suivre les progrès de la mission.

Le Dr Day note que l'ONU pourrait devoir définir des buts plus modestes et étudier ce qui peut être accompli par le maintien de la paix sur une période de trois ans tout en planifiant ce que d'autres composantes de l'ONU pourraient accomplir en vingt ans.

Réexaminer l'emploi lourd de la force. Pendant les guerres civiles à long terme sans processus de paix viable, la contribution des troupes utilisant lourdement la force « est beaucoup moins certaine, alors que les coûts financiers et humains sont très élevés ». Parfois, la force brute est nécessaire pour protéger les civils et empêcher les atrocités mais cet objectif devrait être clairement stipulé sans être confondu au soutien du processus de paix.

Le Dr Day déclare que si les déploiements futurs incluent les guerres civiles en cours, la violence asymétrique et les « mélanges chaotiques » de mercenaires, milices et forces étrangères, « l'utilité des gardiens de la paix de l'ONU doit être sérieusement examinée au lieu d'assumer qu'ils sont nécessaires ».

Bâtir des partenariats innovants au-delà de l'ONU. L'ONU s'est associée avec succès à des organisations régionales pour améliorer l'efficacité des opérations, par exemple avec les soldats de l'Union africaine en Somalie. Si la tendance continue, l'ONU « sera encore plus mise sur la touche dans les conflits majeurs et devra investir encore plus lourdement qu'aujourd'hui dans les partenariats », déclare le Dr Day.

Il dit que ces partenariats pourraient inclure des efforts avec une institution financière internationale pour développer une planification de réponse aux catastrophes sensible aux conflits. « Ou dans le cas de conflits impliquant des réseaux illicites transnationaux, une opération de paix pourrait devoir être associée à des organisation anti-trafic, ou employer des experts du suivi cyber. »

Développer une capacité analytique. Le Dr Day note que les opérations de paix de l'ONU ont amélioré considérablement leurs capacités analytiques, notamment l'établissement de programmes d'identification des menaces et les capacités de renseignement émergentes.



Des civils de la République démocratique du Congo pillent les débris d'un camion incendié après avoir bloqué et affronté un convoi de Casques bleus près de Goma dans la province du Nord-Kivu. REUTERS

Il ajoute que les conflits du futur seront en grande mesure dictés par des facteurs socio-économiques tels que le changement climatique, les récessions mondiales ou l'inégalité en hausse due à l'urbanisation, la croissance inégale et les nouvelles technologies limitées à ceux qui peuvent les acquérir.

« Bâtir une analyse de l'économie politique personnalisée est une première étape importante ; établir des engagements plus significatifs avec des institutions financières internationales et nationales en est une autre. »

Accueillir la complexité. Il note que les missions seront plus complexes à cause du changement climatique, des changements démographiques et des nouvelles technologies. Mais il existe une tendance pour réduire ces récits en termes simples, en partie pour communiquer effectivement avec tous ceux qui sont concernés. Avec le temps, l'ONU devra accueillir la nature interconnectée des conflits plus qu'elle ne le fait aujourd'hui.

« Les opérations de paix du futur pourraient devoir inclure des scientifiques du changement climatique, des économistes, des planificateurs urbains et des experts des réseaux sociaux, si elles souhaitent comprendre et affecter les trajectoires des conflits violents. » □

A yellow silhouette of a person holding an assault rifle, positioned on the left side of the frame. The person is shown from the chest up, facing right, with the rifle held vertically. The background is dark and textured.

L'énigme de l'autodéfense

LES GOUVERNEMENTS UTILISENT DES **CIVILS ARMÉS** POUR COMBATTRE LES REBELLES ET LES EXTRÉMISTES MAIS CETTE TACTIQUE S'ACCOMPAGNE D'UNE SÉRIE DE **DÉFIS**

PERSONNEL D'ADF

Après l'approbation unanime de l'Assemblée nationale du Burkina Faso pour armer les volontaires civils afin d'aider à combattre les extrémistes en janvier 2020, les risques sont devenus clairs immédiatement.

Malgré deux semaines de formation, un âge minimum de 18 ans et une « investigation morale », la tactique a semblé très préoccupante. Chérif Sy, le ministre de la Défense de l'époque, a déclaré : « Ce n'est pas une question de créer de la chair à canon. Nous voulons empêcher ces volontaires de devenir des miliciens. »

Corrine Dufka, directrice de Human Rights Watch pour l'Afrique de l'Ouest, avait une perspective sombre en mentionnant des cas documentés d'abus commis par les soldats du Faso. « Ce nouveau plan de sous-traitance des opérations de sécurité aux civils menace de conduire à encore plus d'abus », a-t-elle déclaré à Al Jazeera à l'époque.

L'emploi de civils armés dans le secteur de la sécurité nationale soulève de nombreuses questions : Comment le gouvernement peut-il empêcher des civils insuffisamment formés de violer les droits de l'homme ? Comment les groupes d'autodéfense éviteront-ils la tentation d'attaquer des groupes ethniques rivaux ? Comment les combattants pourront-ils distinguer entre les extrémistes armés et les civils brandissant des fusils au milieu du brouillard du combat ? Et comment les gouvernements qui autorisent la fourniture d'armes aux civils les désarmeront-ils efficacement lorsque leurs services ne seront plus nécessaires ?

« Si les objectifs et le mandat des groupes d'autodéfense sont définis clairement à l'avance, et que la supervision des responsables nationaux et locaux, de l'armée de l'État et des communautés locales est strictement assurée, ces groupes pourront être plus efficaces et auront moins d'opportunités de se détourner des objectifs de défense des communautés et de contre-insurrection », déclare un rapport de 2017 de l'International Crisis Group.

Toutefois, selon le même rapport, il est plus probable que les états fragiles dépendront des groupes d'autodéfense et seront peu capables de les contrôler et d'empêcher leurs abus.

Ceci est confirmé au Burkina Faso. En juin 2020, un rapport de l'Assemblée nationale avait déclaré qu'il existait une « insuffisance de ressources » disponibles pour former, superviser et contrôler les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) du pays, selon un article de 2021 écrit par Antonin Tisseron et intitulé : « La boîte de Pandore : le Burkina Faso, les milices d'autodéfense et la loi sur les VDP pour combattre le djihadisme ».



Un panneau désigne un point de contrôle de secteur de la Force opérationnelle conjointe civile à Maiduguri (Nigeria). AFP/GETTY IMAGES

LES CARACTÉRISTIQUES DES GROUPES D'AUTODÉFENSE

Le Burkina Faso n'est pas le seul pays du continent qui s'appuie sur des civils armés pour sa sécurité. Certains efforts ont amélioré la sécurité mais les risques semblent égaler les avantages. Les groupes d'autodéfense armés ont de longs antécédents en Afrique. La Sierra Leone avait un groupe appelé Kamajors, qui étaient armés pour assurer la protection contre les rebelles du Front uni révolutionnaire dans les années 1990. En Ouganda, les Arrow Boys ont été créés en 2005 pour protéger les civils contre les extrémistes de l'Armée de résistance du Seigneur.

Les groupes d'autodéfense font partie des milices armées non étatiques et sont « généralement considérés comme des groupes que rejoignent les citoyens concernés pour leur propre protection dans des conditions de troubles locaux », selon le rapport de 2023 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : « Comprendre et gérer les groupes d'autodéfense dans la région du bassin du lac Tchad ».

Les auteurs écrivent que les groupes d'autodéfense possèdent trois caractéristiques principales : leurs effectifs ont tendance à être nombreux et avoir accès à des armes ; ils sont capables d'imposer la violence qui pourrait altérer l'équilibre de paix ; ils ne font pas partie des institutions de sécurité officielles de l'état, bien qu'elles puissent maintenir certaines relations avec ces groupes.

Les groupes d'autodéfense font partie des milices armées non étatiques et sont « généralement considérés comme des groupes que rejoignent les citoyens concernés pour leur propre protection dans des conditions de troubles locaux ».



Un membre de la Force opérationnelle conjointe civile fouille un homme à l'entrée de la ville de Damasak (Nigeria).

AFP/GETTY IMAGES



En général, ils appartiennent aussi à l'une de trois grandes catégories. Certains sont organisés pour combattre l'extrémisme violent, par exemple la Force opérationnelle conjointe civile (CJTF) au Nord-Est du Nigeria, peut-être le plus célèbre groupe de ce type sur le continent. D'autres sont créés pour combattre le crime. La troisième catégorie est « manipulée par l'état pour cibler les rivaux ethniques, religieux ou politiques », indique le rapport.

La CJTF a été créée à la suite du massacre de Baga en avril 2013, lorsqu'on découvrit que des soldats nigériens avaient tué jusqu'à 200 civils et incendié 2.000 maisons et entreprises après l'attaque de Boko Haram contre un poste militaire, déclare le rapport du PNUD. Cette attaque avait tué un soldat.

« Ce qui s'est passé ensuite est surprenant : non pas une radicalisation des victimes civiles dans l'État de Borno, mais la montée des groupes d'autodéfense anti-Boko Haram désireux de travailler avec les forces de sécurité nigériennes dans cet état volatil pour chasser les extrémistes de Boko Haram et protéger leurs communautés », déclare le rapport.

On estime que la CJTF possède jusqu'à 30.000 membres dispersés dans l'État de Borno. Après la reconnaissance officielle du groupe par le gouvernement en 2013, le plan de responsabilisation des jeunes de Borno parrainé par le gouvernement a inscrit 1.850 membres de la CJTF à un cours de formation paramilitaire de 4 semaines. Certains ont été formés au Centre international de formation au

Des hommes attendent de s'enrôler chez les Volontaires pour la défense de la patrie à Ouagadougou (Burkina Faso). AFP/GETTY IMAGES

maintien de la paix Kofi Annan du Ghana. Les membres de la CJTF ont aussi obtenu une allocation mensuelle de 48 dollars. Initialement, ils étaient armés d'arcs et de flèches, de couteaux, de machettes et de bâtons. Finalement, certains furent formés et autorisés à porter des carabines à pompe.

Au début, la CJTF a enregistré d'importantes victoires contre les insurgés, ce qui a aidé à chasser Boko Haram de Maiduguri, selon un rapport pour ADF par le Dr Ernest Ogbzor, expert nigérian sur la riposte à l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad.

Après quelques succès, le groupe est devenu lié à l'assassinat des suspects, à l'emploi des enfants dans leurs rangs, aux pots-de-vin et à l'extorsion aux points de contrôle, au vol de bétail, au recel d'articles volés et à l'exploitation des femmes, déclare le rapport du PNUD. Les membres de la CJTF ont aussi été accusés de façon crédible d'avoir torturé les militants de Boko Haram et d'autres prisonniers pendant les interrogations.

Les forces des VDP sponsorisées par le gouvernement du Burkina Faso ont subi de lourdes pertes dans leurs combats contre les extrémistes violents, selon un rapport de décembre 2023 par l'International Crisis Group. Les civils sont pris entre deux feux. Le président Ibrahim

Des membres de la Force opérationnelle conjointe civile en patrouille à Maiduguri (Nigeria). REUTERS



Traoré, capitaine qui a saisi le pouvoir dans un coup d'État en septembre 2022, a recruté et armé jusqu'à 50.000 VDP additionnels, ce qui représente une augmentation considérable dans l'utilisation des civils armés contre les extrémistes soutenus par l'État islamique et al-Qaïda, que les forces armées n'avaient pas pu contrôler.

En plus d'être poussés en première ligne avec une formation insuffisante, certains de ces combattants burkinabés prennent pour cible les civils, par exemple les Peuls qui ne sont pas en général recrutés parce qu'ils sont soupçonnés de collaborer avec les extrémistes. La présence des VDP expose aussi les non-combattants aux représailles des extrémistes.

« Maintenant que les autorités ont placé les VDP au centre de leur plan de sécurité, ils ne peuvent pas rebrousser chemin instantanément sans risquer de saper la sécurité, selon le rapport du Crisis Group. En outre, les VDP représentent une base importante pour le président Traoré. »

Le gouvernement de la République démocratique du Congo compte aussi sur l'assistance des milices civiles armées. Le président Félix Tshisekedi a lancé en novembre 2022 un appel aux jeunes pour qu'ils organisent « des groupes de vigilance » et soutiennent l'armée contre les rebelles du M23 dans l'Est du pays.

Le site web d'actualités Afrikarabia signale que les « wazalendo » sont très probablement un amalgame de huit à dix groupes armés utilisant ce nom, qui signifie « patriotes » en swahili. Le chercheur Henry-Pacifique Mayala a déclaré à Afrikarabia que « lorsqu'on constate

l'intensité et la durée des combats, il semble évident que les wazalendo ont été équipés avec des armes et des munitions et profitent d'un soutien logistique. »

Les groupes civils peuvent soutenir initialement le gouvernement dans les combats contre les extrémistes et d'autres milices, mais leur fournir des armes s'accompagne de nombreux risques. David Egesa, analyste de la sécurité basé en Ouganda, déclare au service de presse Agence Anadolu que les groupes armés pourraient être capables d'aider à défendre contre le M23 à court terme, mais ils pourraient aussi renforcer les groupes de milice. « [La RDC] pourrait permettre discrètement à la milice de travailler ensemble contre le M23, dit-il. Mais un tel jeu faussé pourrait à long terme donner du courage aux milices ... c'est une situation dangereuse. »

GÉRER LES GROUPES ARMÉS

Le rapport du PNUD sur les civils armés du bassin du lac Tchad note que « la négligence gouvernementale face aux frustrations et aux attentes des groupes d'autodéfense peut inciter les problèmes. ... Pour le meilleur ou pour le pire, les groupes d'autodéfense vont perdurer. »

Ici aussi, l'expérience du Burkina Faso confirme ces préoccupations. Avant la création des VDP, les extrémistes ciblaient le plus souvent les forces de sécurité de l'état et leurs représentants, selon un rapport de 2021 par le Centre international pour le contre-terrorisme. Maintenant, les forces auxiliaires civiles sont les cibles principales. Au cours des six premiers mois de 2021, les extrémistes ont



tué environ 200 volontaires civils, plus que le nombre de soldats burkinabés tués pendant cette même période.

Ceci justifie les préoccupations précoces selon lesquelles la création des VDP réorienterait la violence des insurgés contre les civils.

Malgré les nombreux risques associés à l'utilisation des forces de volontaires civils, le rapport du PNUD offre treize consignes pour gérer et superviser de tels groupes « ainsi que pour atténuer leurs effets adverses sur les civils dans les zones de conflit ». Ces consignes incluent pas exemple :

- **Assurer la réglementation et la supervision** : Ceci peut inclure des codes de conduite et des règles d'engagement.
- **Offrir une assistance non létale** : Le soutien peut inclure les détecteurs de métal, les équipements de sécurité, les téléphones mobiles et le transport.
- **Augmenter la responsabilisation** : Les autorités doivent investiguer toutes les allégations crédibles de violation des droits de l'homme, de crime et d'abus. Ceci devrait inclure les actions entreprises avec les forces de sécurité de l'État. Le recours à la justice devrait être rapide et transparent.
- **Empêcher l'utilisation des enfants soldats** : Les groupes d'autodéfense ne doivent pas être autorisés à recruter ou utiliser des enfants. Dans l'État de Borno (Nigeria), la CJTF et l'ONU ont convenu d'un plan d'action en 2017 pour interdire l'emploi des enfants.
- **Limiter les groupes d'autodéfense à la collecte**

Des centaines de volontaires attendent en chantant à l'extérieur de l'aéroport international de Goma (République démocratique du Congo) en novembre 2022 avant de monter dans un avion pour se rendre dans un centre de formation. AFP/GETTY IMAGES

des renseignements : La plupart des groupes d'autodéfense sont déjà utilisés à ces fins. Limiter leur rôle à des mesures défensives telles que le dépistage des personnes et des biens évite les nombreux problèmes liés à la fourniture d'armes.

- **Vérifier les membres des groupes** : Cela éliminera les criminels et ceux qui ont fait l'objet de plaintes par les membres des communautés.
- **Les rémunérer de façon adéquate** : Reconnaître leur service avec des soins de santé, une éducation et une « assistance de maintien de vie ». Ceux qui démontrent un comportement exceptionnel pourraient être considérés pour leur recrutement dans des unités de police officielles. Il faut être clair dès le début en ce qui concerne les attentes et la disponibilité d'une rémunération.
- **Établir et financer des plans transparents de démobilisation** : Une fois que la violence prend fin, les membres des groupes d'autodéfense devront être désarmés, démobilisés et réintégrés. Des ressources devraient aider ces membres à trouver un emploi dans un secteur localement pertinent. Les membres des groupes devraient participer à la création de ces programmes. □

Le modèle ivoirien pour riposter à **L'EXTRÉMISME VIOLENT**

Le pays met en œuvre des réponses militaires, sécuritaires et sociales efficaces contre le terrorisme

PERSONNEL D'ADF

Plusieurs années pacifiques en Côte d'Ivoire, un pays côtier, ont été interrompues en 2020 lorsque des groupes extrémistes violents du Burkina Faso voisin ont commencé à franchir la frontière et organiser des attaques. La Côte d'Ivoire a signalé au moins vingt attaques, notamment des assauts contre des postes militaires et des convois. Les invasions étaient soutenues par des campagnes de propagande et des menaces contre les civils.





Forces de sécurité ivoiriennes sur un véhicule de transport à Abidjan. REUTERS

Le chercheur William Assanvo écrit dans un rapport de 2023 pour l'Institut d'études de sécurité que le pays était prêt à affronter la violence. Il avait déjà prévu des mesures pour traiter ce problème. Il avait développé une stratégie nationale du contre-terrorisme en 2018 et, à peu près au même moment, il avait établi un programme d'information pour contrer les tentatives d'imposition des interprétations religieuses radicales.

Les terroristes ont fait des ravages au Mali et essaient de se propager au Sahel et plus au Sud. Avec son économie forte et son port moderne d'Abidjan, la Côte d'Ivoire serait une conquête importante pour les extrémistes. La menace terroriste principale pesant sur le pays provient du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à al-Qaïda. Ce groupe est principalement actif au Sahel, notamment au Burkina Faso et au Mali, mais il a étendu sa portée pour franchir la frontière du Burkina Faso et atteindre le Nord et le Nord-Est de la Côte d'Ivoire. L'International Crisis Group (ICG) signale que la Côte d'Ivoire, à mesure que les groupes extrémistes du Sahel avancent vers le Sud, « a renforcé son déploiement sécuritaire dans le Nord et déployé un éventail de projets sociaux pour atténuer la pauvreté et le chômage des jeunes ».

La Côte d'Ivoire est un petit pays et son économie dépend en grande mesure de la production des fèves de cacao et de l'huile de palme. Mais c'est aussi une dynamo du commerce et du développement. Le port d'Abidjan est l'un des ports les plus grands et les plus modernes de l'Afrique de l'Ouest. Le réseau de télécommunication du pays inclut les smartphones Open G, fabriqués localement, qui peuvent traiter seize langues locales. Le pays possède aujourd'hui la deuxième économie d'Afrique de l'Ouest après le Nigeria.

Les problèmes de la Côte d'Ivoire avec le terrorisme sont surtout originaires du Mali. Un rapport de 2021 par Chatham House note que le Burkina Faso, le Mali et le Niger « ont eu des séries de gouvernements faibles caractérisés par la corruption, l'impunité et la désorganisation ».

« Au Mali, l'armée et les milices alliées ont commis des atrocités dans les régions du centre et du Sud en 2018 et 2019, mais aucun coupable n'a été traduit en justice. Ce manque de responsabilisation et de justice a aidé à attiser les hostilités entre les gouvernements des pays du Sahel et leurs communautés marginalisées, pauvres et négligées. Leurs élites n'ont pas fourni de sécurité à de vastes segments de la population. »

À mesure que les extrémistes continuent à se propager au Nord et au centre du Mali et au Burkina Faso, jusqu'à 1 résident sur 11 est déplacé, selon le rapport de l'ICG.

Le gouvernement a commencé à restaurer la stabilité politique grâce à la croissance économique en 2011 lorsque dix années de conflit civil ont pris fin, en laissant une armée et une infrastructure affaiblies. En même temps, remarque l'ICG, des réformes à longue

portée du secteur de la sécurité ont permis aux autorités de « bâtir des forces armées capables de repousser la violence djihadiste qui marquait le Sahel ».

Depuis les dernières attaques, la Côte d'Ivoire a renforcé sa présence militaire et sécuritaire dans les districts des Savanes et du Zanzan à la frontière du Mali et du Burkina Faso. Le pays continue à œuvrer avec ses voisins dans le cadre de l'Initiative d'Accra pour déceler et perturber le terrorisme régional.

En 2021, la Côte d'Ivoire a inauguré son Académie internationale pour combattre le terrorisme. Le campus de 1.100 hectares à Jacquville est à une distance de 50 km d'Abidjan et comprend une école pour les officiels du gouvernement, un centre de formation pour les forces spéciales et un institut de recherche. Les responsables ivoiriens et français ont créé le programme de formation anti-terroriste en 2017. Les installations ont des modules de formation pour les policiers, les soldats, les douaniers et les administrateurs de prison.

La cérémonie d'ouverture a eu lieu trois jours après l'attaque d'un poste de sécurité par les extrémistes dans la ville de Tougbo au Nord du pays. Cette attaque, dans laquelle un soldat ivoirien a trouvé la mort, était la troisième dans la région en deux mois.

Bâtir une stratégie nationale

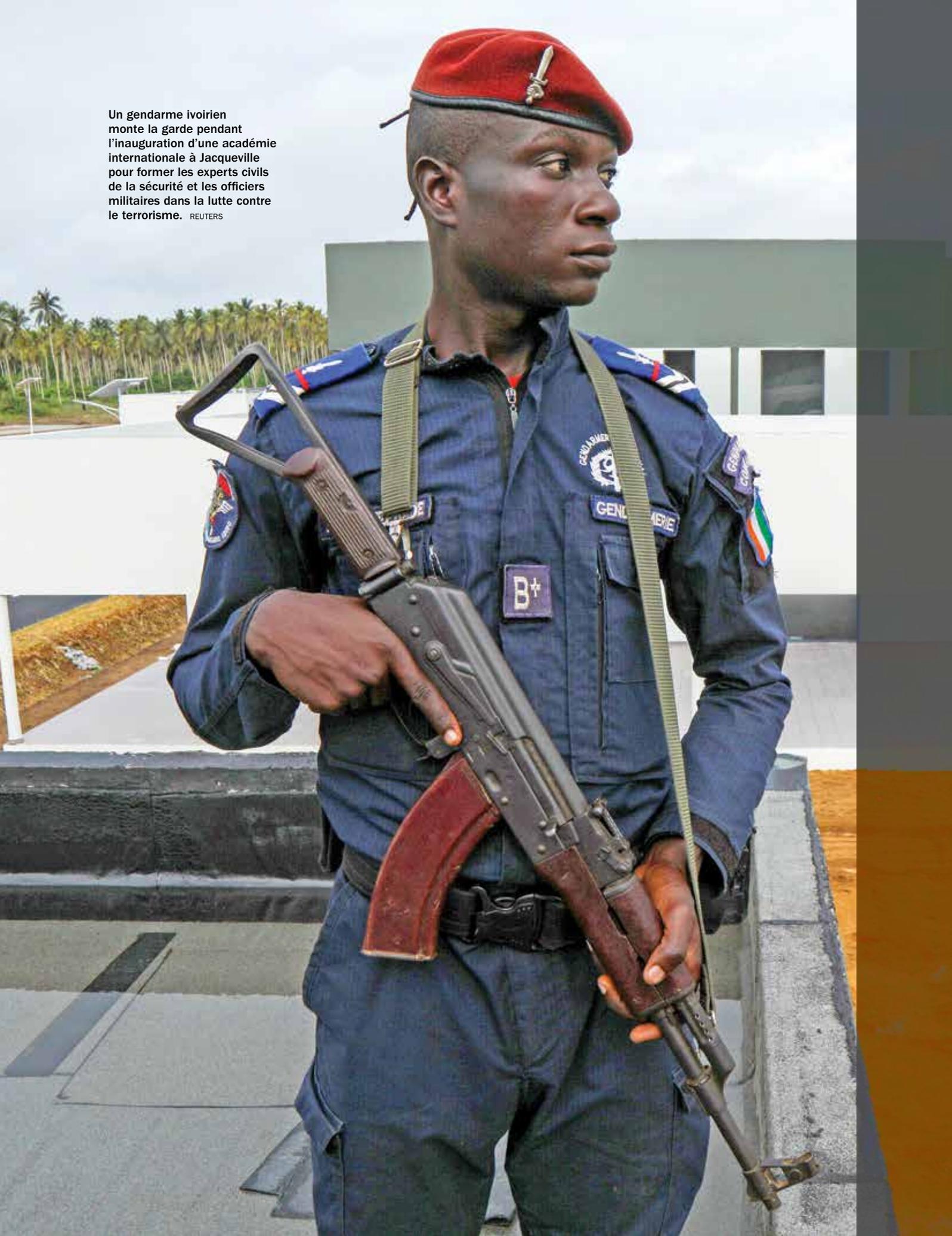
La Côte d'Ivoire est devenue un chef de file en Afrique pour développer une stratégie nationale afin d'arrêter le terrorisme. Les mesures ont inclus :

- Une initiative nationale pour combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- La construction de bases militaires et le déploiement d'unités de contre-terrorisme sur ses frontières du Nord avec le Mali et le Burkina Faso.
- Une coopération avec d'autres nations pour arrêter les extrémistes et les renvoyer au Mali, ce qui a conduit à une intensification des mesures de sécurité et des patrouilles anti-terreur dans la région.

Le pays continue à développer et affiner ses mesures pour contenir l'extrémisme. En janvier 2022, Patrick Achi, Premier ministre à l'époque, a lancé un programme spécial pour empêcher les terroristes de recruter les jeunes des régions frontalières. Jeune Afrique signale que le programme a été conçu pour « les empêcher de rallier les groupes djihadistes dans ces zones où existe un sentiment d'abandon par l'État ». À la fin 2022, environ 23.000 jeunes ont été intégrés au projet, avec le but d'intégrer 66.000 membres en 2024. Le programme offre des stages et autres opportunités d'emploi à ses membres.

Ce projet est seulement une façon dont la Côte d'Ivoire est restée sans attaque terroriste depuis plus de deux ans. L'engagement total comprend une

Un gendarme ivoirien monte la garde pendant l'inauguration d'une académie internationale à Jacquville pour former les experts civils de la sécurité et les officiers militaires dans la lutte contre le terrorisme. REUTERS





Des soldats ivoiriens arrivent lors de l'inauguration de l'Académie internationale pour combattre le terrorisme à Jacqueline le 10 juin 2021.

AFP/GETTY IMAGES

combinaison d'interventions militaires, d'amélioration de la sécurité et d'un plus grand investissement dans les régions frontalières.

« Le but consiste à inverser les perceptions des communautés frontalières selon lesquelles l'État les a abandonnées, écrit M. Assanvo. Cela réduira les risques qu'elles soient exploitées par les insurgés. »

En 2022, la Côte d'Ivoire s'est jointe à ses voisins d'Afrique de l'Ouest au sein de l'Initiative d'Accra pour créer la Force multinationale mixte/ Initiative d'Accra de 10.000 personnes, en prenant pour modèle une force similaire active dans le bassin du lac Tchad. En plus de la sécurité, le programme investit dans l'éducation et les soins de santé, ainsi que dans l'infrastructure clé telle que les routes et l'eau potable. La Banque africaine de développement a fourni 10,53 millions de dollars en 2022 pour électrifier 71.600 foyers et plus de 7.100 centres commerciaux dans les

districts ivoiriens des Savanes, du Zanzan et du Woroba. Le programme d'électrification fait partie d'un effort plus vaste visant à réduire la pauvreté dans le Nord et, par extension, l'attrait de la radicalisation.

« S'il réduit les vulnérabilités structurelles et la fragilité dans le Nord du pays, le programme social, ajouté aux opérations militaires et sécuritaires, pourrait réduire les menaces actuelles et futures », écrit M. Assanvo.

Même avec ses succès, le pays ne peut pas se reposer sur ses lauriers. Le groupe Wagner de mercenaires russes, qui s'appelle maintenant l'Africa Corps, n'a pas caché son souhait d'étendre son influence militaire dans de nouvelles régions d'Afrique, en particulier en Côte d'Ivoire. La Wagner est déjà fermement incrustée en République centrafricaine, où elle fait partie de l'équipe de sécurité du président du pays. La Wagner a aussi soutenu les coups d'État du



Des ouvriers assemblent un smartphone Open G qui peut parler en seize langues ivoiriennes, dans une usine de Grand-Bassam. REUTERS



Le centre des affaires du Plateau dans la ville portuaire d'Abidjan est un moteur de croissance économique pour la Côte d'Ivoire. REUTERS

Burkina Faso et du Mali.

« Il semblerait que le groupe Wagner vise de plus en plus trois autres pays d'Afrique de l'Ouest : le Liberia, la Sierra Leone et [la Côte d'Ivoire] », écrit le chercheur Michael Rubin pour l'American Enterprise Institute au début 2023. « Chacun a subi des troubles antérieurs. Alors que les missions de maintien de la paix des Nations unies coûtent des milliards de dollars, durent pendant des décennies et obtiennent seulement des résultats marginaux, le Liberia, la Sierra Leone et [la Côte d'Ivoire] ... sont les trois pays mentionnées par l'ONU comme étant l'exception qui confirme la règle. »

José Naranjo, écrivant pour El País en janvier 2024, note que le défi principal du pays est de partager ses nouvelles richesses avec tous ses citoyens.

« De 2015 à 2020, le taux de pauvreté a baissé de 46 à 39 %, ce qui indique qu'une proportion

importante de la population affronte toujours des défis graves. Dans les villes comme Abidjan, le coût élevé de la vie est une plainte fréquente à cause de l'inflation qui se situe aux alentours de 4 %. L'impact de Covid-19 et de la guerre d'Ukraine a exacerbé l'inflation au cours des dernières années. » Et il note que le gouvernement a annoncé une hausse de 10 % du prix de l'électricité.

L'International Crisis Group dit que le double focus de la Côte d'Ivoire sur la sécurité et le développement économique « fournit des dividendes importants pour la population du Nord ». Le pays devrait accroître ses investissements sociaux et continuer à développer la confiance entre l'armée et les civils. La Côte d'Ivoire doit continuer à développer sa relation critique avec le Burkina Faso et soutenir les initiatives multilatérales de mise en commun des renseignements. La Côte d'Ivoire doit aussi continuer à bâtir des relations coopératives avec le Bénin, le Ghana et le Togo, entre autres. □



Des mécaniciens zambiens sont formés aux États-Unis

DEFENCEWEB

Des mécaniciens zambiens ont passé une semaine aux États-Unis pour apprendre comment maintenir les hélicoptères Enstrom 480B à turbo-propulseur. Le ministère zambien de la Défense avait signé un contrat en 2023 pour deux des hélicoptères qui seront employés comme appareils d'entraînement, et aussi pour les missions telles que l'anti-bravonnage et la sécurité publique.

Enstrom offre régulièrement des cours de maintenance pendant l'année dans son usine de Menominee (Michigan). Les participants pratiquent ce qu'ils apprennent avec des modèles interactifs et des outils spéciaux.

Les nouveaux hélicoptères de l'Armée de l'air zambienne seront basés à Lusaka et utilisés pour la formation et les missions utilitaires. Un forfait de formation est inclus dans l'accord. Les hélicoptères seront équipés de crochets de cargaison, de supports pour caméra et d'un système d'avionique. Un hélicoptère sera fourni avec un cockpit complètement en verre et l'autre avec une vitre hybride et un panneau analogique pour assurer la formation avec un poste de pilotage.

L'Enstrom 480B est l'aéronef

Des mécaniciens zambiens d'hélicoptères ont visité Menominee (Michigan) pendant leur formation.

ENSTROM HELICOPTER CORP

emblématique de la société. Il a été développé selon les spécifications des nouveaux hélicoptères de formation de l'Armée de terre des États-Unis. Sa longueur est de 9,2 mètres, avec une configuration de cabine à cinq places et des capacités de transport de civile. Les opérateurs militaires et gouvernementaux utilisant le 480B incluent la Guinée équatoriale, l'Indonésie, le Japon, la République tchèque, la Thaïlande et le Venezuela.

Le groupe Safomar Aviation d'Afrique du Sud a coordonné avec et assisté Enstrom dans la vente à la Zambie, notamment pour la logistique, les spécifications et la configuration des hélicoptères. Safomar gère une grande installation régionale de maintenance, réparation et remise à neuf et une école de pilote. Il maintient et pilote aussi les hélicoptères d'Enstrom dans toute l'Afrique subsaharienne. Safomar a facilité la vente de trois hélicoptères Enstrom 480B au service de police du Botswana. Le dernier d'entre eux a été livré au début 2021.

LE MAROC VA ACQUÉRIR DES HÉLICOPTÈRES APACHE

DEFENCEWEB

Boeing a commencé à fabriquer le premier des 24 hélicoptères de combat Apache AH-64E pour le Maroc avant les livraisons qui commenceront en 2024 dans ce pays d'Afrique du Nord.

Des préparatifs sont en cours à la base militaire de Khouribga pour réceptionner les nouveaux Apache. En juin 2020, le Maroc a commandé 24 AH-64E en vertu d'un accord d'une valeur de 440 millions de dollars après avoir demandé les aéronefs à la fin 2019. On s'attend à ce que le contrat s'achève en mars 2025.



Boeing construit les nouveaux Apache marocains en vertu d'un contrat avec l'Armée de terre des États-Unis par l'intermédiaire du processus de ventes militaires à l'étranger du gouvernement des États-Unis. L'AH-64E que le Maroc a ordonné est caractérisé par un système moderne amélioré d'acquisition et de désignation des cibles qui offre des informations sur les cibles pendant le jour et la nuit et dans toutes les conditions météo, et une capacité de navigation par vision de nuit. En plus du classement des cibles terrestres et aériennes, Boeing déclare que le radar de contrôle de tir a été mis à jour pour fonctionner dans un environnement maritime.

Le Maroc souhaite depuis quelque temps acquérir un nouvel hélicoptère de combat. Les forces armées marocaines n'ont pas d'hélicoptère de combat dédié et utilisent plutôt deux douzaines de Gazelle, employés par le service d'aviation de l'Armée de terre et l'Armée de l'air royale marocaine.

Le Maroc va aussi acquérir d'autres ressources d'aviation militaire auprès des États-Unis, notamment 25 chasseurs F-16C/D Block 72 pour remplacer les Mirage F1 réceptionnés dans les années 1970 et les Northrop F-5E/FTiger II réceptionnés dans les années 1980, et pour compléter et finalement remplacer les F-16C/D réceptionnés en 2011.

L'Égypte lance sa quatrième frégate Meko

DEFENCEWEB

Les chantiers navals d'Alexandria ont lancé la première frégate Meko A200 localement construite de la Marine égyptienne, pour un total de quatre dans ce pays d'Afrique du Nord.

L'Al-Jabbar a été lancé le 4 décembre 2023. Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a participé à la cérémonie.

Les chantiers navals d'Alexandria déclarent que la fabrication et l'assemblage du premier Meko A200 avaient nécessité deux années. Ils disent que l'Égypte s'est positionnée comme l'un des rares pays qui fabriquent les gros vaisseaux militaires. « Aujourd'hui, nous célébrons l'inauguration et le lancement de la première frégate furtive Meko A200 construite à 100 % par les Égyptiens. »

Les chantiers navals ajoutent que « le lancement et la navigation des frégates égyptiennes sont aujourd'hui une réalité incontestable, qui souligne le fait que l'Égypte avance à plein régime ... pour renforcer la position égyptienne dans le domaine de la production militaire, en satisfaisant aux normes internationales avec des travailleurs égyptiens. »

L'Égypte avait commandé quatre vaisseaux structurellement



Frégate de classe Meko de la Marine allemande

identiques auprès de ThyssenKrupp Marine Systems, les trois premiers étant produits en Allemagne et le quatrième en Égypte. Le contrat avait été conclu en septembre 2018.

ThyssenKrupp a livré l'Al-Qahhar, deuxième Meko A200, en mai 2023 après avoir commencé les travaux en décembre 2019. L'Al-Aziz, premier de ces navires, avait été livré en octobre 2022. La troisième frégate avait été lancée en avril 2022.

Chacune des nouvelles frégates Meko égyptiennes a 121 mètres de long et une vitesse maximale de 29 nœuds. Les quatre frégates Meko remplaceront finalement les vaisseaux vieillissants de la classe Oliver Hazard Perry qui forment la majeure partie de la flotte d'escorte de la Marine égyptienne.

LA MARINE NIGÉRIANE VA MAÎTRISER L'IA

PERSONNEL D'ADF

La Marine nigériane projette d'employer l'intelligence artificielle (IA) pour renforcer sa capacité opérationnelle et suivre le pas des avancées technologiques en pleine évolution de l'industrie maritime.

Le vice-amiral Emmanuel Ogalla, chef d'état-major de la Marine, l'a annoncé pendant la présentation d'un article par les participants de la marine au collège de la défense nationale. L'amiral a déclaré que la Marine nigériane allait adopter l'IA parce qu'elle est utilisée de plus en plus pour la construction des navires, tout comme d'autres technologies émergentes.

« La Marine nigériane doit continuer à adopter et intégrer ces technologies afin de maintenir un avantage compétitif pendant les opérations », a-t-il dit selon un reportage du journal nigérian Leadership.

L'IA peut améliorer les processus de prise de décision de la Marine, par exemple en prédisant comment économiser le carburant pendant la navigation d'un vaisseau. Elle peut être incluse dans le système de navigation, les opérations radar ou les systèmes de détection des menaces d'un navire pour aider les opérateurs à traiter plus



Des vaisseaux de la Marine nigériane naviguent en formation avec un navire américain pendant un engagement maritime de trois jours.

3E MAÎTRE MALACHI LAKEY/MARINE DES ÉTATS-UNIS

rapidement les informations.

La technologie est devenue plus populaire alors que les menaces du domaine maritime se sont multipliées et sont devenues de plus en plus complexes.

« Les marines et les navires de guerre en général ont depuis longtemps un haut niveau d'automatisation ;

l'emploi le plus fréquent de l'IA est au niveau du système de gestion de combat (CMS) », a déclaré Matthew Caris, directeur principal d'Avascent (société de consultation en stratégie mondiale), à Armada International

Dans le mode automatique, le CMS peut détecter une cible et identifier, classer et prioriser les cibles avant de déployer les armes, bien que les humains participent aux décisions liées au moment et à la manière d'utiliser les armes.

La maîtrise de l'IA et d'autres technologies aidera la Marine nigériane à répondre plus efficacement à un éventail de menaces maritimes, notamment la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), la contrebande des stupéfiants et la piraterie. Le Nigeria perd aujourd'hui environ 70 millions de dollars par an à cause de la pêche INN pratiquée par plusieurs flottes étrangères, surtout chinoises.

C'est un fléau qui tourmente l'Afrique de l'Ouest, épice mondiale de la pêche INN. Elle fait perdre à la région une somme estimée à 10 milliards de dollars par an, selon un rapport de 2023 publié par le groupe de réflexion Stimson Center.

L'Afrique a besoin d'un « pare-feu humain » pour se protéger contre le cybercrime

PERSONNEL D'ADF

L'expansion rapide de la technologie numérique au cours des dernières années a laissé des millions d'Africains en proie aux cybercriminels qui cherchent à les arnaquer ou à arnaquer leur entreprise et même leur gouvernement pour voler leur argent et leurs informations personnelles.

Le problème est si répandu que ces crimes peuvent faire perdre aux pays africains jusqu'à 10 % de leur produit national brut chaque année, selon certaines estimations.

« Les cybermenaces sont plus sophistiquées et plus complexes que jamais et elles évoluent rapidement avec la nouvelle technologie comme l'IA [intelligence artificielle], qui devient de plus en plus poussée chaque jour », a récemment écrit Stu Sjouwerman, PDG de la société sud-africaine de cybersécurité KnowBe4, pour la publication en ligne ITWeb.

Pour l'avenir, M. Sjouwerman exhorte les entreprises et les responsables gouvernementaux d'Afrique de se concentrer sur le renforcement de ce qu'il appelle le « pare-feu humain » en éduquant les utilisateurs d'ordinateur et de téléphone mobile sur les risques auxquels ils font face du fait de la fraude en ligne. Les techniques employées incluent l'hameçonnage, ou l'envoi d'e-mails ou de liens qui semblent authentiques mais qui peuvent tromper les destinataires peu méfiants pour qu'ils rompent sans le vouloir la sécurité d'un système informatique.

L'investissement dans le pare-feu humain est crucial parce que les pays africains font face à un manque grave

À mesure que l'Afrique fait face à un éventail de cybermenaces, les experts font appel à des campagnes de sensibilisation et à l'éducation pour aider les utilisateurs d'ordinateur à se protéger eux-mêmes.

d'experts formés en cybersécurité. Le rapport de Microsoft sur la défense numérique montre que la demande pour les aptitudes de cybersécurité a augmenté en moyenne de 36 % au cours de l'an dernier, seulement en Afrique du Sud.

« Cette énorme lacune du manque d'aptitudes ne va pas être comblée dans un avenir proche, et laissera les organisations vulnérables face aux cyberattaques », écrit M. Sjouwerman.

Ce même rapport identifie la Chine, la Corée du Nord et la Russie comme sources principales des menaces mondiales de cybersécurité. Toutefois, les gouvernements nationaux ne sont pas la seule source des attaques en ligne.

Les réseaux criminels transnationaux emploient des programmeurs renégats pour créer des logiciels malveillants qui envahissent les systèmes informatiques. Les opérateurs prétendus du « cybercrime en tant que service » peuvent aider les acteurs malveillants à détenir en otage les systèmes d'approvisionnement en eau et en électricité ou à saisir les listes de données personnelles hautement lucratives des clients des sociétés de télécommunication.

La gravité des menaces de cybersécurité qu'affrontent les pays africains varie beaucoup. L'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria figurent régulièrement sur la liste des pays africains sujets aux plus grands nombres d'attaques en ligne.

Les cybercriminels ciblent le secteur maritime

PERSONNEL D'ADF

Les cybercriminels prenaient pour cible une société de transports marins ou une entité maritime tous les trois jours à la fin 2023. Ce chiffre augmente et nécessite une vigilance additionnelle de la part des professionnels de la sécurité, selon les experts.

Parmi ceux qui sonnent l'alarme, on compte les responsables du Centre régional de fusion des informations maritimes de Tananarive (Madagascar), qui transmet les alertes de menace maritime dans la région d'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (ESA-IO).

« Le cybercrime est une menace émergente contre la sécurité maritime qui commence à prendre le dessus, et dans la région ESA-IO il s'approche pernicieusement », déclare le lieutenant Saïd Lavani, officier de liaison internationale



Les responsables de la sécurité maritime sonnent l'alarme au sujet du besoin d'une cybersécurité additionnelle face aux attaques qui peuvent compromettre les systèmes de communication des vaisseaux, la navigation et plus encore. REUTERS

des Comores au centre.

La technologie opérationnelle maritime et la gestion des opérations de flotte sont presque entièrement numériques, ce qui veut dire que les cyberattaques peuvent compromettre une vaste gamme de systèmes, notamment les communications des navires, la gestion des cargaisons et de l'eau de lest, et la surveillance et le contrôle des moteurs. Le coût moyen de ces attaques

a augmenté de 200 % dans le monde en 18 mois, pour atteindre plus de 550.000 dollars par incident.

Les systèmes de navigation et de communication longue portée sont aussi sujets à des risques. À mesure que les sociétés de transports maritimes emploient de plus en plus les communications satellitaires avancées telles que les réseaux à orbite terrestre basse pour améliorer la connectivité, elles sont aussi exposées aux criminels en ligne qui exploitent les vulnérabilités de porte dérobée, selon un rapport par le cabinet juridique Holman Fenwick Willan et la société de cybersécurité maritime CyberOwl.

Certains territoires côtiers et insulaires du continent combattent activement les cybermenaces. L'Observatoire de cybersécurité de l'océan Indien dans l'île de La Réunion a lancé une campagne de sensibilisation à la fin octobre 2023. L'observatoire vise à créer une communauté dans le domaine de la protection des données et à sensibiliser sur les questions de cybersécurité maritime.

Le Kenya annonce une initiative de modernisation militaire de 236 millions de dollars

PERSONNEL D'ADF

Le gouvernement kényan a annoncé des investissements majeurs en armes et matériel pour moderniser ses forces armées. Le pays dépensera environ 7 milliards de shillings kényans (45 millions de dollars) par an pendant cinq ans pour acquérir des véhicules tactiques, des drones et d'autres outils de défense modernes, selon le ministère de l'Intérieur.

Une partie de ces investissements inclura l'achat de drones pour surveiller les zones frontalières et côtières qui ont été tourmentées par les bandits et les terroristes.

Le premier lot de matériel devait inclure des véhicules antimines protégés contre les embuscades, des kits de

surveillance aérienne et des équipements de protection personnelle.

Le ministre de l'Intérieur Kithure Kindiki déclare qu'un objectif principal des investissements concerne une meilleure protection des professionnels de la sécurité pendant l'exercice de leurs fonctions.

« Nous avons pris la décision de mettre à niveau et de revitaliser le programme de modernisation du matériel et d'acquérir davantage de ressources aériennes et terrestres, ainsi qu'un équipement de protection personnelle, pour vous permettre de travailler mieux et plus efficacement, a dit le Dr Kindiki au Star. Lorsque vous protégez vos concitoyens, il faut aussi protéger votre vie contre les dangers. »

En tout, le gouvernement kényan dépensera 236 millions de dollars dans son initiative de modernisation.



Le contingent kényan de la mission de transition de l'Union africaine en Somalie reçoit de nouveaux véhicules antimines protégés contre les embuscades. Le Kenya investit dans un matériel militaire haute technologie supplémentaire pour protéger ses forces. FORCES DE DÉFENSE DU KENYA



Le Rwanda s'appuie sur les « PRINCIPES DE KIGALI » pour limiter les dommages subis par les civils au Mozambique

PERSONNEL D'ADF

Pendant leur intervention au Mozambique, qui a duré plus de deux ans, les forces rwandaises et alliées ont reconquis 90 % du territoire de la région tourmentée du Cabo Delgado des mains des extrémistes.

Ralph Shield, chercheur sur les conflits au collège naval de guerre des États-Unis, a étudié les actes des 2.500 soldats et policiers rwandais et découvert qu'ils avaient poursuivi les militants tout en utilisant leur jugement quant à l'emploi de la force pour éviter de nuire aux civils. En fait, le Rwanda déploya son personnel au Mozambique pendant toute une année avant de provoquer le premier décès civil enregistré.

Il souligne trois facteurs qui selon lui ont aidé le Rwanda à combattre l'insurrection tout en protégeant les civils.

Gagner le soutien des civils : Les forces rwandaises en patrouille s'assurent d'interfacer avec la population locale et de s'informer sur ses besoins de sécurité. Les soldats parlent le swahili, l'une des langues principales dans l'extrême Nord du Mozambique. Le Rwanda met aussi l'accent sur ce qu'il appelle « umungada », ou travail communautaire, selon lequel les soldats travaillent avec les civils sur des projets publics tels que le forage des puits.

Utilisation limitée de la puissance de feu : Les recherches de Ralph Shield montrent que les forces rwandaises ont démontré une « retenue tactique » en patrouille. Elles ne se sont pas appuyées sur les frappes aériennes ou d'artillerie, qui ne sont pas aussi précises, pour cibler les insurgés.

Un environnement facilitant le succès : Les forces rwandaises ont tiré profit du fait que, au début de leur déploiement,

Les soldats rwandais se préparent à monter à bord d'un avion pour leur intervention au Mozambique. Le pays a reçu des louanges pour ses efforts de contre-insurrection qui priorisent la protection des civils.

AFP/GETTY IMAGES

une grande partie de la population s'était enfuie des villes du Cabo Delgado où elles étaient actives. Cela a permis d'éviter plus facilement de nuire aux civils. En outre, les insurgés ont rarement employé des engins explosifs improvisés (EEI) et n'ont pas lancé d'attentat-suicide à la bombe.

La posture du Rwanda est basée sur les « Principes de Kigali sur la protection des civils », liste de 18 consignes qui ont été créées en 2015 et qui énumèrent les façons dont les gardiens de la paix devraient agir pour protéger la population et empêcher les atrocités massives. Les principes sont issus des leçons de l'histoire du Rwanda en 1994, lorsque les Casques bleus n'ont pas agi pour stopper un génocide.

« Lorsque nous parlons de l'utilisation de la force, cela a tendance à être mal interprété comme un signe d'imprudence », a déclaré le général rwandais Patrick Nyamvumba, à l'époque chef d'état-major de la défense, lors d'un discours à l'Institut des États-Unis pour la paix en 2016. « Dans les pires exemples que nous avons constatés, que ce soit au Rwanda ou à Srebrenica, il y avait des gardiens de la paix, des choses se sont produites lorsqu'ils étaient présents, et ils n'ont pas agi. Nous disons simplement que, bon, c'était à l'époque, mais nous ne pouvons pas nous permettre de faire ça aujourd'hui. »



LE SÉNÉGAL ENVOIE UN MESSAGE

AUX TRAFIQUANTS EN SAISSANT UNE QUANTITÉ IMPORTANTE DE COCAÏNE

PERSONNEL D'ADF

Une série de saisies de drogue par la Marine sénégalaise démontre une hausse du trafic en Afrique de l'Ouest et la détermination des forces de sécurité pour bloquer les routes de contrebande.

À la fin décembre 2023, la Marine sénégalaise a saisi 690 kilos de cocaïne à destination de l'Europe dans un bateau ultra-rapide et arrêté cinq ressortissants espagnols à bord.

Ceci s'est produit après deux saisies d'environ trois tonnes chacune dans des opérations le 28 novembre et le 16 décembre 2023.

« Au cours des dernières années, les saisies de drogue en haute mer sont devenues plus fréquentes, écrit le journal sénégalais Le Quotidien.

Cette dernière opération, entreprise par la Marine nationale dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, montre qu'elle est devenue mieux équipée grâce à l'acquisition des navires patrouilleurs modernes. »

Le Sénégal a réceptionné deux d'une série de trois vaisseaux patrouilleurs en haute mer livrés par le constructeur naval français Pirou. Le premier navire, qui est arrivé en juillet 2023, a déjà intercepté des dizaines de vaisseaux engagés dans le trafic des narcotiques, selon un rapport de defenceWeb.

L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, considérées pendant longtemps comme zone de passage pour les drogues, sont devenues des régions où la consommation et la toxicomanie sont plus fréquentes, selon l'Office des Nations unies sur les drogues et le crime (ONUDD). Les saisies dans la région avaient baissé à des niveaux négligeables en 2018 avant de monter en flèche en 2019 et pendant les années suivantes. Entre 2019 et 2023, les responsables ont saisi 80 tonnes de cocaïne en Afrique de l'Ouest.

L'ONUDD estime que 30 à 40 tonnes de cocaïne et d'héroïne sont transitées par l'Afrique de l'Ouest chaque année. Leur valeur marchande est de 1,25 milliard de dollars.

Le Dr Amado Philip de Andrés, représentant régional de l'ONUDD pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, déclare : « Les trafiquants de drogue et les groupes criminels organisés tirent profit de la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel pour explorer de nouvelles routes et de nouveaux marchés. Ce trafic affecte la santé de millions de personnes dans la région et intensifie les conflits en finançant les groupes armés du Sahel. »

Les responsables de la sécurité montrent une partie des 3 tonnes de cocaïne saisies à bord d'un vaisseau dans les eaux sénégalaises le 28 novembre 2023.

MARINE NATIONALE SÉNÉGALE

LE GHANA ENTRE DANS UNE « ÈRE NOUVELLE »

AVEC DES PLANS POUR UNE UNIVERSITÉ DE LA DÉFENSE NATIONALE

PERSONNEL D'ADF

Les responsables ghanéens ont loué l'importance de l'éducation et la formation militaire alors que les classes ont commencé dans un nouveau collège de la guerre et des plans sont en cours pour établir un système universitaire complet.

Le président Nana Akufo-Addo a présenté sa vision pour l'université de la défense nationale pendant son discours lors d'un défilé de remise des diplômes le 17 novembre 2023 à l'Académie militaire du Ghana (GMA) à Teshie, Accra.

« L'université sera une institution multidisciplinaire d'enseignement supérieur qui éduquera le personnel des forces armées, des autres agences de sécurité, des départements et agences du gouvernement et des armées étrangères », a-t-il déclaré.

L'université offrira une structure d'ensemble pour les autres institutions d'enseignement supérieur du pays au sein des Forces armées du Ghana (GAF), avec des campus au collège de commandement et d'état-major des Forces armées du Ghana, au Centre international de formation au maintien de la paix Kofi Annan, au Collège national des études de défense (NCDS), à la GMA et au Commandement de formation et de doctrine des Forces armées du Ghana.

L'université offrira des programmes au niveau de la maîtrise et du doctorat aux officiers et aux civils travaillant dans les établissements de sécurité nationale et de défense, les ministères, les départements et les agences du Ghana, et aux étudiants d'autres pays africains.

Le vice-amiral Seth Amoama, chef d'état-major de la défense, s'est exprimé lors de l'inauguration du nouveau collège de la guerre du Ghana (NCDS) le 30 novembre 2023 au camp Burma d'Accra. Il a déclaré aux officiers de haut rang que le NCDS était une composante des efforts des GAF visant à renforcer les capacités militaires et l'état de préparation.

« Le programme de ce collège a pour but de produire des diplômés avec des aptitudes de leadership, d'esprit critique et de résolution des problèmes, qui sont requises pour faire face aux défis de sécurité complexes du Ghana et de l'Afrique », dit-il.

Le major-général Irvine Aryeetey, commandant du NCDS, a salué cette occasion, en l'appelant le début d'une ère nouvelle pour les GAF.

« Le NCDS ne sera pas simplement un lieu d'enseignement, mais un symbole de notre engagement pour protéger la souveraineté de notre nation et assurer la sûreté et la sécurité de notre peuple. »

L'ONU veut une armure spéciale pour les femmes

NATIONS UNIES

L'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies a annoncé la promesse de 3 millions de dollars pour soutenir un programme pilote d'armure pour les femmes.

Linda Thomas-Greenfield s'est jointe aux partenaires du Ghana, des Pays-Bas et de la Zambie afin de soutenir le premier projet de ce type conçu pour adresser l'insuffisance de l'équipement de protection personnelle des gardiennes de la paix et améliorer leur capacité de participer effectivement aux missions de maintien de la paix.

« Un obstacle majeur à leur participation ? L'équipement de protection personnelle « unisexe » qui n'est tout simplement pas adapté aux gardiennes de la paix », a-t-elle dit.

L'armure corporelle conçue pour les femmes possède une coupe ajustée, une poitrine arrondie, un torse plus petit et un dos réglable qui offre une meilleure couverture des organes vitaux. Le but de ce projet pilote est d'évaluer à quel point l'équipement améliore les opérations et la sécurité pendant la formation et le déploiement. Ce projet vise à réduire les obstacles à la pleine, égale et effective participation des femmes aux opérations de paix.

Mme Thomas-Greenfield déclare que les investissements dans cette armure sont des investissements pour le bénéfice des femmes et des communautés qu'elles servent. Elle a souligné que « le moment est très tardif pour responsabiliser et protéger ces gardiennes de la paix qui dédient leur vie à la responsabilisation et la protection des civils dans les conflits. »

Des gardiennes de la paix rwandaises portant une armure assurent la protection à Djouba (Soudan du Sud). L'ONU dit que les femmes nécessitent une armure personnelle conçue pour une meilleure tenue et une meilleure protection.

MISSION DES NATIONS UNIES AU SOUDAN DU SUD



L'ONU ouvre une installation de formation haute technologie en Ouganda

PERSONNEL D'ADF

Les Nations unies ont ouvert une installation de formation conduite par instructeur virtuel (VILT) pour les gardiens de la paix dans son centre de service régional à Entebbe (Ouganda). C'est le premier de ce type en Afrique.

L'installation fait partie de l'Académie du commandement, du contrôle, des communications, des ordinateurs, des renseignements, de la surveillance et de la reconnaissance (C4ISR) de l'ONU pour les opérations de paix. Les formateurs dirigent les classes en ligne de l'installation. Le journal ougandais *The Observer* signale que l'installation « permet une collaboration en temps réel et offre l'accessibilité aux experts en la matière, crée une expérience d'apprentissage immersive, assure le suivi et la mesure des succès, réduit les coûts et augmente la capacité de formation ».

Un système C4ISR peut inclure un poste de commandement et de contrôle en ligne, des serveurs et des postes de travail qui interfacent avec les véhicules terrestres à proximité, les aéronefs et les soldats pour recueillir des informations.

Les participants peuvent collaborer en ligne sans limitation de lieu ou de temps. Paulin Djomo, directeur du Centre de service régional de l'ONU à Entebbe, a dit à *The Independent* de Kampala que le nouveau système améliorera la capacité de l'ONU pour établir et soutenir les opérations de maintien de la paix tout en améliorant la performance, la sûreté et la sécurité des gardiens de la paix. Le centre servira plus de 16.000 membres du personnel de maintien de la paix et des bureaux politiques dans toute l'Afrique.

« La VILT emploie des plateformes en ligne pour les sessions interactives et permet la collaboration en temps réel entre les participants, a dit M. Djomo à *l'Observer*. Avec la VILT, nous n'avons pas besoin d'amener les participants du monde entier par avion mais nous pouvons faire en sorte qu'ils reçoivent des instructions depuis leur poste de travail ou leur emplacement en leur donnant la sensation d'être dans la salle de formation. »

Des étudiants s'entraînent au Centre de service régional des Nations unies à Entebbe (Ouganda).

CENTRE DE SERVICE RÉGIONAL DES NATIONS UNIES - ENTEBBE

Les femmes accroissent leur rôle dans le maintien de la paix

NATIONS UNIES

Pendant plus d'un an, un groupe de Casques bleus du Ghana dirigé par le capitaine Esinam Baah patrouillait régulièrement la « ligne bleue », ou ligne de démarcation entre le Liban et Israël. Ils visitaient des quartiers de la région et vérifiaient que les familles étaient saines et sauvées.

En 2022, le capitaine Baah était l'une de 173 gardiennes de la paix ghanéennes qui participaient à la Mission intérimaire des Nations unies au Liban. Elle était aussi l'une de 6.200 gardiennes de la paix militaires et policières en uniforme qui participaient à l'une des douze missions de maintien de la paix dans le monde. Ces femmes sont souvent considérées comme un phare d'espérance et de protection pour des millions de civils, dont beaucoup de femmes et de jeunes filles, qui ont des difficultés pour rester en sécurité, tout en aidant à reconstruire leur vie et leur communauté après le conflit.

« Il y en a certains dans la ville qui ne sont pas très confortables lorsqu'un homme inconnu parle à leurs femmes. Donc, puisque je suis une femme, je suis capable d'approcher toute femme dans toute ville, parce qu'elles me considèrent comme une femme et je ne pose pas de menace », déclare le capitaine.

La parité des genres dans le maintien de la paix, en particulier parmi les leaders et le personnel en uniforme, est depuis longtemps une priorité de l'ONU. L'organisation, qui dépend des pays membres pour ses contingents de soldats et de policiers, a lancé plusieurs initiatives au cours des années, y compris celles qui exhortent et incitent les pays contributeurs de soldats et de policiers à déployer plus de femmes.

Au fil des années, les missions ont fait des progrès. Entre 1957 et 1989, il y avait seulement 20 femmes en uniforme engagées dans le maintien de la paix. En date de septembre 2023, il y en a 6.200. Pourtant, c'est moins de 10 % des



Une gardienne de la paix ghanéenne en patrouille dans un camp pour déplacés internes à Bentiu (Soudan du Sud). Ces patrouilles offrent des opportunités d'engagement avec les membres de la communauté et de collecte des alertes précoces sur les conflits potentiels.

GREGÓRIO CUNHA/MINUSS

70.000 gardiens de la paix en uniforme qui sont déployés.

Plus de la moitié de ces femmes sont originaires de l'Afrique. Parmi les 120 pays qui contribuent des soldats et des policiers, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Rwanda, le Sénégal et la Zambie sont quelques-uns des plus gros contributeurs africains de femmes en uniforme aujourd'hui.

« Ensemble, avec toutes les autres pionnières, nous avons la responsabilité de porter le flambeau et de rompre les stéréotypes du genre, les préjugés et les obstacles contre les femmes dans le domaine pénitencier et sécuritaire », déclare Téné Maïmouna Zoungrana, surveillante pénitentiaire du Burkina Faso qui a participé à la mission de maintien de la paix de l'ONU en République centrafricaine.

Mme Zoungrana a reçu le tout premier Prix de pionnière de l'ONU pour les femmes officiers de justice et surveillantes pénitentiaires en 2022 pour ses efforts visant à créer une équipe d'intervention rapide entièrement féminine et pour recruter et former des gardiennes de prison locales.

L'énergie renouvelable sera une priorité pour les missions futures

NATIONS UNIES

La transition vers l'énergie renouvelable dans les missions de maintien de la paix des Nations unies aide à assurer la sûreté et la sécurité du personnel en uniforme sur le terrain, déclare les officiels de l'ONU.

Le sous-secrétaire général Atul Khare, s'exprimant lors de la conférence ministérielle 2023 de l'ONU sur le maintien de la paix à Accra (Ghana), a déclaré que le passage à l'énergie verte sur le terrain « ne concerne pas seulement l'empreinte environnementale » car il aide à protéger les Casques bleus

en réduisant la nécessité de transporter le carburant sur les routes dangereuses. Avec une gestion correcte de l'énergie, la résilience opérationnelle pour faire face au manque de carburant augmente aussi, ce qui veut dire que les missions peuvent utiliser l'infrastructure clé même lorsque le carburant ne peut pas être livré.

Les délégués de plus de 85 pays ont participé à la conférence, où les discussions se sont concentrées sur la gestion environnementale dans les opérations de maintien de la paix.

M. Khare a dit que les progrès

incluent « une hausse majeure » dans le pourcentage de déchets traités par recyclage, compostage et incinération, de 19 à 65 %. En outre, la consommation de carburant par personne et par jour pour la production électrique a baissé de 4,1 à 3,7 litres.

« Ceci pourrait sembler modeste en tant que consommation par personne mais en ce qui concerne l'utilisation réelle, cela représente une réduction de 15 millions de litres de diesel par an, soit environ une émission de 40.000 tonnes de gaz à effet de serre », déclare-t-il.



L'AFRIQUE DU SUD partage son expertise de police avec l'Angola

SANEWS

Le commissaire de la police nationale d'Afrique du Sud a accueilli le commissaire de la police nationale d'Angola lors de sa visite de travail de sept jours en janvier 2024. La force de police de l'Angola souhaitait partager ses idées et ses connaissances sur la façon dont le service de police d'Afrique du Sud prévient et affronte le crime organisé transnational et les menaces émergentes.

Le général sud-africain Fannie Masemola a accueilli la délégation conduite par le général Arnaldo Manuel Carlos, commissaire de la police nationale de l'Angola.

La visite est une continuation du partenariat de longue date qui avait été renforcé en 2017. Les deux agences de police ont signé un protocole d'accord pour améliorer les relations de travail afin d'empêcher et de combattre les crimes transfrontaliers tels que la contrebande de drogue, la traite humaine et le vol du minerai.

La délégation angolaise incluait des officiers de haut rang et des responsables du service d'investigation criminelle d'Angola, de l'unité d'investigations des narcotiques, de l'unité d'investigation sur l'environnement et

les ressources naturelles, et de l'Interpol angolais.

La police angolaise a partagé des idées avec les détectives de police sud-africains, les officiers de renseignements criminels, les experts du laboratoire de science forensique, les services de police d'urgence et du directeur pour l'investigation des crimes prioritaires, appelé couramment Hawks.

La délégation angolaise a aussi étudié l'opération sud-africaine Shanela, qui comprend des contrôles et fouilles réguliers, des barrages routiers, des contrôles de véhicule et des patrouilles hautement visibles. L'opération inclut le traçage des suspects recherchés avec un focus sur l'assassinat, le viol et les inspections de conformité des magasins d'alcool et de produits usagés.

La police d'Afrique du Sud veut « partager ses connaissances et son expertise avec nos homologues dans le but d'assurer aussi de pouvoir en bénéficier grâce à des opérations transfrontalières conjointes entre les deux pays », a déclaré le général Masemola.

Des policiers sud-africains montent la garde à Johannesburg.

LA RCA ET L'UGANDA CONCLUENT UN ACCORD MILITAIRE

DEFENCEWEB

L'Uganda a conclu un accord de coopération militaire avec un pays qui n'a pas de frontière commune avec lui : la République centrafricaine.

Selon les Forces de défense du peuple ougandais, Vincent Ssempijja, ministre ougandais de la Défense et des Affaires des anciens combattants, a déclaré qu'un protocole d'accord a répété l'engagement de son pays envers un partenariat militaire avec la République centrafricaine.

« L'Ouganda s'est toujours engagé à promouvoir la paix et la stabilité dans la région et nous pensons fortement que la meilleure façon de réaliser cela est par la coopération et la collaboration avec nos voisins, a-t-il dit après la signature à Kampala. Notre partenariat de défense avec la RCA témoigne de cet engagement et nous continuerons à œuvrer ensemble pour assurer que notre région reste pacifique et prospère. »

M. Ssempijja a loué le « soutien inconditionnel » du gouvernement de la RCA pendant le rapatriement des ex-combattants de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) des camps de Zemio et Mboki. Le major-général Leopold Kyanda, chef d'état-major des services conjoints ougandais, a mentionné la coopération avec le pays sans littoral au sein d'une force

opérationnelle régionale de l'Union africaine qui était « cruciale pour dégrader la LRA dont les survivants ont depuis lors renoncé à la rébellion ».

Claude Bireau, ministre de la Défense nationale et de la Reconstruction de l'armée de RCA, a remercié l'Ouganda pour sa contribution pendant le « point culminant des activités de la LRA en RCA ».



Vincent Ssempijja (à gauche), ministre ougandais de la Défense et des Affaires des anciens combattants, et Claude Bireau, ministre de la Défense de la République centrafricaine, font une pose après la signature du protocole d'accord. UPDF

Le fait que l'Ouganda ait émergé de la guerre civile pour développer des forces armées professionnelles offre un modèle pour la RCA, dit-il.

« Nous souhaitons utiliser comme référence le professionnalisme et les excellents attributs de l'armée ougandaise. Puisque cela provient de la même crise, nous pensons que c'est maintenant un modèle », dit M. Bireau.

M. Ssempijja déclare que l'histoire de l'Ouganda le rend désireux d'aider les pays en crise. « Nous savons ce

que c'est lorsque votre frère est dans le besoin ; nous avons connu ce genre de situation pendant longtemps et nous savons que le peu que nous avons peut être partagé, dit-il. C'est la raison pour laquelle vous voyez que nous avons 1,5 million de réfugiées ... nous ne sommes pas riches mais nous ne pouvons tout simplement pas rire lorsque nos frères et nos sœurs souffrent. »

L'ONU SOUTIENDRA les missions de paix de l'Union africaine

PERSONNEL D'ADF

Dans le cadre de ce qu'on appelle une nouvelle génération de missions de maintien de la paix, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté unanimement une résolution pour aider à financer les opérations de soutien de paix conduites par l'Union africaine.

Le secrétaire général de l'ONU António Guterres a avalisé la décision. Sur les réseaux sociaux, il a caractérisé le vote de « résolution révolutionnaire » qui aidera à affronter une « lacune critique dans l'architecture internationale de paix et de sécurité ».

L'ONU a publié la déclaration suivante le 22 décembre 2023 : « Depuis le début de son mandat, le secrétaire général a maintes fois fait appel à une nouvelle génération d'opérations de soutien de paix conduites par les partenaires africains, avec une garantie de financement, entre autres, par des contributions provenant de l'ONU, afin de répondre aux défis de paix et de sécurité du continent. »

Les missions de maintien de la paix onusiennes récentes en Afrique ont subi des échecs à cause d'un manque de soutien de la part des pays hôtes, entre autres problèmes. La mission de dix ans au Mali a terminé son retrait à la fin 2023.

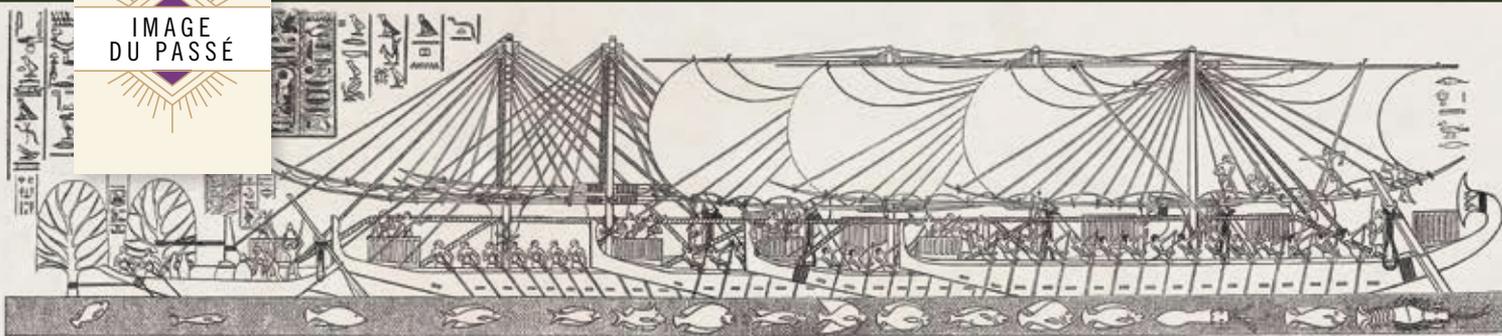


La mission de transition de l'Union africaine en Somalie organise une cérémonie de remise des médailles au quartier général du Secteur Un à Mogadiscio. PHILLIP NAMAYO/ATMIS

La mission de l'ONU en République démocratique du Congo a commencé à se retirer.

L'ambassade des États-Unis à l'ONU a remercié le Ghana pour son leadership et son partenariat dans l'ensemble du processus de résolution. « Alors que nous nous rapprochons de la fin de la présence du Ghana au Conseil de sécurité, nous sommes désireux de cimenter son héritage en œuvrant avec l'UA sur le déploiement d'une mission pour promouvoir la paix et protéger les civils sur un continent qui affronte des menaces de sécurité graves et complexes », a-t-elle annoncé.

Pour 2024, l'Algérie, le Mozambique et la Sierra Leone représenteront l'Afrique au Conseil de sécurité. La Sierra Leone est retournée au Conseil de sécurité en 2023 en tant que membre non permanent après une absence de 53 ans. L'Algérie l'a rejoint en 2024.



À la recherche du royaume perdu de Pount

PERSONNEL D'ADF

Il y a plus de 4.000 ans, les pharaons d'Égypte avaient établi un partenariat commercial avec le pays prospère de Pount. Les Égyptiens n'ont pas révélé l'emplacement de ce royaume. Ils parcouraient de grandes distances sur terre et sur mer pour s'engager dans un commerce avec ce pays, qu'ils considéraient comme Ta Nétjer, ce qui signifie « pays du dieu ».

Les plus anciennes références directes connues sur Pount proviennent de la pierre de Palerme, stèle qui contient des récits des anciennes dynasties égyptiennes. Les inscriptions de la stèle déclarent que pendant le règne du roi Sahouré vers -2450, des marchands ont organisé une expédition lucrative à Pount et sont revenus avec de la myrrhe, de l'or, de l'argent, du bois et des esclaves. C'est le premier récit d'Égyptiens qui ont voyagé à ce pays.

Le pays de Pount était essentiellement dissimulé du reste du monde à cause de son isolement. Les habitants de Pount souhaitaient faire du commerce pour acquérir les outils, les bijoux et les armes des Égyptiens. En échange, les Égyptiens recevaient de l'ivoire, de l'ébène, de l'or, des défenses d'éléphant, de l'encens et des animaux sauvages, notamment des babouins.

Mais chaque voyage au royaume de Pount était long et difficile. Au cours des siècles, le partenariat commercial a diminué, puis il s'est arrêté complètement. Les Égyptiens ont perdu les connaissances de l'emplacement de Pount. Il a disparu des mémoires et on pensait qu'il se trouvait quelque part le long de la mer Rouge ou plus au Sud. Mais personne n'était certain.

Vers -1470, la reine égyptienne Hatchepsout a déployé des navires marchands au pays de Pount. Les bateaux ont remonté le Nil, puis ils ont été désassemblés pour être transportés sur la terre avant d'être reconstruits pour naviguer sur la mer Rouge. Cette reproduction d'une gravure sur bois est une copie d'une ancienne fresque murale.

Lorsque la reine Hatchepsout est devenue pharaon d'Égypte vers -1470, la route de Pount était perdue depuis des décennies. Elle a déclaré à ses sujets que les dieux lui avaient ordonné de trouver la route en envoyant une mission commerciale. L'expédition commence vers sa neuvième année de règne lorsqu'elle envoie cinq navires, chacun de 21 mètres de long, et 210 hommes, notamment des marins et des rameurs.

Le voyage se révèle comme une entreprise fantastique. Les Égyptiens descendent le Nil, ils démontent leurs bateaux et les transportent sur la terre jusqu'à la mer Rouge, puis ils les rassemblent de nouveau. Ces bateaux portables sont légers mais aussi fragiles et doivent rester près du rivage peu profond de la mer Rouge. Le voyage prend environ 25 jours, à un rythme de 50 km par jour.

Le succès du voyage enchante les habitants de Pount, qui savent bien les dangers du périple entrepris par les Égyptiens. Ceux-ci reviennent du voyage avec les vastes richesses anticipées, mais ils ramènent aussi 31 arbres à myrrhe, chacun avec ses racines dans un panier. Hatchepsout fait planter ces arbres dans la cour de son complexe de temples mortuaires, où ils prospèrent : c'est la première fois dans l'histoire que des arbres étrangers sont transplantés avec succès. Les racines des arbres sont toujours visibles aujourd'hui.

Le commerce avec le royaume de Pount continue pendant la période du Nouvel Empire d'Égypte. Mais au cours du temps, la politique régionale et la construction de l'empire ont priorité sur le commerce dangereux de longue

distance. Vers -1100, Pount est de nouveau un pays perdu et mystérieux. L'égyptologue Joyce Tyldesley décrit Pount dans la période suivant le Nouvel Empire comme « une terre irréaliste et fabuleuse de mythes et de légendes ».

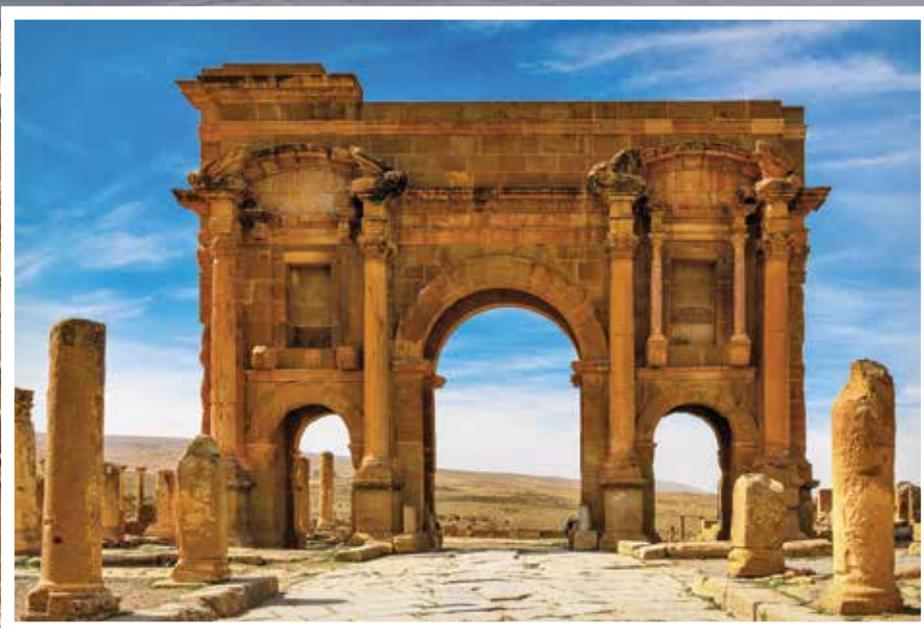
Au cours des années, les historiens et les scientifiques ont développé des théories concernant la localisation du royaume perdu. Ils ont conclu finalement que Pount était sur la Corne de l'Afrique, peut-être dans ce qui est aujourd'hui l'Éthiopie. Les autres possibilités sont Djibouti, l'Érythrée, la Somalie, le Soudan du Sud et même le Yémen. Certains chercheurs ont avancé la théorie que Pount pourrait être un autre nom pour la ville portuaire que les Romains appelaient Adulis, là où se trouve aujourd'hui l'Érythrée.

En 2020, une équipe de chercheurs a fait une découverte en examinant les isotopes radioactifs des corps momifiés des babouins en Égypte, qui remontent au Nouvel Empire et à l'ère ptolémaïque, entre -305 et -330. Les scientifiques ont découvert que certains animaux ne provenaient pas d'Égypte mais plus probablement de la Corne de l'Afrique. Puisqu'ils savaient que les Égyptiens avaient obtenu leurs babouins de Pount, ils ont pu affiner le lieu d'origine.

L'ADN d'une certaine femelle a pu être récupéré. Il a été tracé à la région d'Adulis. Bien que l'étude ne résolve pas définitivement la question de l'emplacement de Pount, elle le place presque certainement dans ce qui est aujourd'hui l'Érythrée. Cette découverte pourrait aider les historiens à dévoiler les secrets de cette civilisation perdue depuis longtemps.

INDICES

- 1** L'empereur romain Trajan a fondé cette ville en tant que colonie militaire dans l'an 100.
- 2** Elle est conçue avec précision, ce qui illustre les aptitudes des Romains en planification urbaine.
- 3** Les bâtiments et les maisons étaient construits entièrement en pierres et les rues étaient pavées par de grandes dalles rectangulaires de calcaire.
- 4** Au début des conquêtes arabes au septième siècle, la ville a été détruite et resta inhabitée après le huitième siècle.





PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

Directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Pfeninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany



VOUS ÊTES IMPATIENT DE LIRE LE PROCHAIN NUMÉRO ?

À ADF-Magazine.com, nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.



RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, ADF-Magazine.com, ou en envoyant un courriel à News@ADF-Magazine.com.